

PAS DE SUSHI L'ETAT GEIGER.

Revue anarchiste antinucléaire d'après Fukushima.



PAS DE SUSHI, L'ÉTAT GEIGER !

Dans l'après-guerre, l programme nucléaire militaire s'est bâti sur l'illusion de la sécurité. Lorsque dans les années 70 la France se lançait dans son programme nucléaire civil, cette fois elle nous vendait un nucléaire sûr et bon marché et l'imposait à grands renforts de flics et de pognon à ceux et celles qui s'y opposaient.

Aujourd'hui les Etats nucléaristes, et la France en tête, ne nient plus le risque nucléaire, mais nous disent que nous n'avons pas d'autres choix, que c'est le prix à payer pour que le monde continue de tourner comme il tourne : au désastre.

La catastrophe de Fukushima, comme hier celle de Tchernobyl, est retournée par ces mêmes Etats pour renforcer leur main mise sur nos vies à grands renforts d'experts....

Cette revue est donc publiée au moment même où, de nouveau, les Etats nucléaristes disent qu'il n'y a plus rien à voir, plus rien à contester, qu'il n'y a pas d'au-delà du nucléaire.

En regroupant des textes parus récemment, ici ou là, ou des textes que nous avons écrits; nous avions envie de partager et de faire circuler des informations et analyses sur les raffinements de la société nucléaire.

Il ne faut donc pas s'attendre à trouver des textes homogènes mais ils ont, malgré tout, tous en commun la contestation du nucléaire, du monde qui va avec, et de ses faux critiques.

Ils ont en commun également la volonté d'en finir avec le nucléaire, autant qu'on puisse en finir puisque les nucléocrates nous ont légués leurs merdes radioactives pour des millénaires.

C'est pourquoi il nous semblait important de revenir sur les luttes et actions antinucléaires d'hier et aujourd'hui afin de peut-être dessiner quelques perspectives ■

ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLÉAIRE

La France est l'État le plus nucléarisé au monde avec le Japon.

Un parc de production atomique composé de **58 unités de production** réparties sur **19 sites** nous a été imposé. Et il faut y ajouter des sites militaires, des sous-marins, des centres pour les déchets, des laboratoires, etc.

Cette production d'électricité nucléaire est dangereuse et antidémocratique : accidents majeurs, pollutions radiologiques et chimiques, militarisation, création d'une caste d'expert-e-s, etc. Plus on produit d'énergie nucléaire, plus la sortie du nucléaire en devient illusoire tant les déchets nous resteront sur les bras des milliers et des milliers d'années.

Mais la décision d'abandonner tout de suite cette industrie reste un choix politique. **L'exigence d'un arrêt immédiat, total et définitif est donc le seul mot d'ordre qui vaille, encore plus après la catastrophe de Fukushima.**

Seul un vaste mouvement social de combat du nucléaire et de la société qui l'accompagne permettra d'imposer cet arrêt à un État et des entreprises irradiés jusqu'à la moelle. Les logiques électorales et de lobbying ne nous seront d'aucun secours. Les plans de sortie à long terme du nucléaire par des énergies alternatives non plus, si on ne remet pas radicalement en cause le fonctionnement de notre société capitaliste.

Manifestons-nous partout où cela est possible pour amplifier l'opposition à la construction des futurs réacteurs EPR à Flamanville et de la ligne THT Contentin-Maine. Continuons à exiger la fermeture de la centrale de Fessenheim et de toutes les centrales en fonctionnement.

Ces combats ne sont pas sans lien avec les luttes en cours contre les dévastations sociales et écologiques de notre société énergivore et électrifiée de toute part : aéroport à Notre-Dame-des-Landes, nouvelles lignes TGV, forages de gaz de schiste, puçage électronique généralisé, etc.

Contester l'hégémonie du nucléaire demande à coup sûr de combattre cette société productiviste dans son ensemble.

■ ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Clé des champs
BP 20912

44009 Nantes Cedex 1
<http://oclibertaire.free.fr>

■ OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE

Mille Babords 61 rue Consolat
13001 Marseille

<http://offensive.samizdat.net>

Cette revue est en contribution libre. Ca veut dire que tu mets ou pas ce que tu veux ou peux pour aider ceux celles qui ont du mettre des sous pour la tirer à rentrer dans leurs frais.

Coût indicatif de revient 1€.

FUKUSHIMA : LE RETOUR D'EXPERIENCE CEST NOUS !

Depuis le 11 mars dernier le Japon a été confronté à une série de séismes et un tsunami. Au milieu du désastre ambiant plusieurs réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima ont successivement explosé, libérant dans l'atmosphère leurs particules radioactives et de nombreux produits chimiques.

Toujours prisonniers de leur *culture du mensonge* en matière de nucléaire TEPCO, l'Etat japonais et les Etats nucléaristes n'ont eu de cesse dans un premier temps de minimiser les conséquences du drame. Ainsi, des dizaines d'employés de la firme nucléaire nipponne sont-ils envoyés sur place pour endiguer la fusion du combustible qui n'est plus refroidi, se transformant à l'occasion, comme leurs prédécesseurs soviétiques à Tchernobyl, en liquidateurs de la catastrophe. Ici comme ailleurs, ce sont des travailleurs qui sont envoyés au casse-pipe, parce que dans cette guerre ci, comme dans toutes les autres guerres, ce ne sont jamais ceux qui décident des guerres qui en meurent ! D'ailleurs au quotidien, au Japon comme en France, ce sont des travailleurs précaires, les intérimaires, qui sont les plus exposés aux radiations et contaminations. Au Japon, TEPCO recrute depuis des années des travailleurs démunis, sans attache. Ceux-là sont les principaux sacrifiés de la catastrophe*.

En quelques jours seulement ce sont des milliers de kilomètres carrés qui sont contaminés, tandis que la situation ne cesse d'être critique. Quelques dizaines d'heure seulement après la catastrophe, des traces de Césium 137 sont déjà trouvées par les russes dans la presqu'île sibérienne proche d'Hokkaido. Aujourd'hui les premières conséquences sont perceptibles sur les liquidateurs, les populations avoisinantes, l'alimentation, l'eau. TEPCO liquide le drame en balançant des tonnes d'eaux contaminées en mer. Et pendant que le Césium 137, auquel il faut 30 ans pour perdre la moitié de sa nocivité, souille les rues de Tokyo, les médias japonais nous clament que rien ne se passe de grave.

Alors qu'ils se présentent comme à leur habitude comme d'éminents techniciens responsables, les nucléocrates *bricolent* à coup de lances à incendies, d'hélicoptères... Le problème, c'est que nous sommes tous et toutes, japonais et japonaises en

première ligne, les *cobayes* de l'expérience en cours, avec toutes les conséquences que l'on devine : malformations, leucémies, attente abominable d'éventuelles conséquences, terres souillées pour des millénaires, déplacements de population, etc.

Autour de la centrale, des dizaines de milliers de personnes ont été appelées à se confiner chez elles. Livrées à elles-mêmes, elles attendent que les autorités les aident. Mais comme une mafia chasse l'autre, sur place, les yakusa, mafia japonaise, organise discrètement l'aide aux sinistrés (source AFP).

Et chacun est sommé d'obéir aux *ordres*. Parce que comme le soulignaient déjà Roger et Bella Belbéocq au moment de Tchernobyl, la catastrophe discipline, d'autant qu'elle ne laisse au quidam d'autres choix que de s'en remettre aux autorités et experts de tous poils...

A noter qu'en France, des plans de gestion de catastrophe sont aussi étudiés, notamment au sein du Codirpa*. La catastrophe c'est la militarisation des conditions d'existence. En plus d'être contaminé, chacun est trié, mesuré, déplacé au gré des interventions expertes. Et, l'on peut présager, si la situation était venue à se dégrader encore un peu plus, comme lors de l'ouragan Katrina de 2003, que si certains-les avaient tenté de s'organiser pour survivre en pillant, l'Etat n'aurait pas hésité à tirer !

Bien évidemment, les Etats nucléaristes, associés dans leur entreprise de sauver leurs propres programmes électronucléaires, n'ont eu de cesse de minimiser le drame et de le *naturaliser*. La catastrophe ne serait due qu'à un aléa sismique. Que ce séisme et le tsunami qui l'ai suivi ait été d'une violence inimaginable et donc difficilement prévisible pour nos spécialistes en sûreté nucléaire ne doit pas nous faire oublier qu'en matière de prédiction nos apprentis sorciers n'en sont pas à leur coup d'essai. A Forsmark, en Suède, en 2006, les systèmes de refroidissement de la centrale avaient déjà flanché. Là, pas de tsunami, mais un court-circuit électrique qui aurait pu provoquer la fusion du réacteur. Au Blayais en 1999, c'est la tempête qui là aussi crée une vague non imaginée par les autorités de sûreté, vague qui envahit la centrale*...

Ce jeu terrifiant *d'apprentis sorcier* se vérifie au quotidien, dans la gestion même du nucléaire. Ce sont plusieurs centaines de ce qu'ils nomment pudiquement « incidents » qui ont lieu chaque années. Certains exposant les travailleurs, souvent les intérimaires, d'autres les populations avoisinantes comme lors des rejets de



* Sur les **burakumins**, voir p.11

* **Le Codirpa (Comité Directeur pour la gestion post accidentelle) :**

Ce magnifique prolongement des programmes CO-WAM ou SAGE prépare avec l'aide d'écologistes émérites comme l'ACRO (laboratoire indépendant) ou Monique Sené (GSIEN), l'après catastrophe en France. Comment organiser la dépollution, gérer les déchets, dimensionner les indemnités ? Bref comment continuer à vivre après que le nucléaire ait dévasté une région ou un pays.

On voit immédiatement en quoi ce programme n'est qu'un clone des programmes CORE ou ETHOS qui en Biélorussie et Ukraine « gèrent » l'après catastrophe. Bien évidemment non pas en remettant en cause les causes même de la catastrophe, le nucléaire et la société qui va avec, mais en travaillant uniquement sur les conséquences de celles-ci. Qui plus est, ces programmes d'après Tchernobyl entendent apprendre aux populations locales à diminuer leurs risques d'exposition et renvoient ainsi la responsabilité des maladies aux habitant-e-s eux-même, qui ne respectent pas les bonnes nomenclatures de protection.

Sur l'incident du Blayais : http://www.dissident-media.org/infonucleaire/page_blayais.html

***Sur l'incident du Tricastin en 2008 :**

<http://www.criirad.org/actualites/dossiers-08/tricastin-juil08/som-tricastin.html>

On peut également lire le n°2 de Haute tension, journal du CRAN.

** La santé publique atomisée, JF Viel, la découverte, Février 1998.*

**À l'usine de Feursmétal, dans la Loire, on recycle les ferrailles et on remplit les citernes : plus de sept cents accidents du travail en un an, sans compter les maladies et les décès. En prime, les ouvriers ont gagné le droit de traiter aussi les déchets ferreux de la filière nucléaire. C'est ça ou la délocalisation de l'usine... Source : CQFD n°19, Janvier 2005.*

**AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) : cette agence internationale sous l'égide de l'ONU cherche à promouvoir l'utilisation « pacifique » de l'énergie atomique.*

OMS (Organisation Mondiale de la Santé) : Institution spécialisée de l'ONU sur les questions de santé.

ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) : Contrôleur officiel du nucléaire en France.

Ces différentes instances paratataiques sont de collusion pour systématiquement nier les conséquences sanitaires du nucléaire, notamment celle de Tchernobyl.

** Sur SAGE, CORE, etc., voir page 3*

** Sur cette augmentation européenne des seuils on peut lire un article sur <http://www.lepost.fr/>*

la centrale du Tricastin dans la Drôme en 2008*.

Mais au-delà de ces « incidents », le nucléaire en fonctionnement dit « normal » dissémine déjà la mort. L'excès de leucémies révélé par l'épidémiologiste JF Viel autour du centre de retraitement de La Hague en 95 restera par exemple lettre morte*, démenti par une étude de commande pro-nucléaire, la commission Sugier. Les exemples sont légions tout comme les moyens plus ou moins subtils de se débarrasser de déchets faiblement ou plus significativement radioactifs : fabrication de casseroles à Feursmetal, dissémination de remblais pour les routes, construction de munitions à uranium appauvri*...

Ici comme ailleurs, en matière de nucléaire la main qui contrôle via les autorités de sûreté est la même que celle qui assassine, de l'OMS à l'AIEA en passant par l'ASN*.



Loin de remettre en cause le désastre ces incidents deviennent une sorte de routine nucléaire. Dès lors, comme pour le Rhinocéros de Ionesco, si d'abord la maladie qui transforme les protagonistes du drame en Rhinocéros préoccupe et inquiète, très rapidement elle devient un décor familier du quotidien.

D'autant plus qu'en matière de nucléaire les conséquences des drames ne se voient pas et sont reportées dans l'avenir et qu'il n'y a d'autres choix que de s'en remettre aux experts ou contre-experts de tous poils et à leurs litanies plus ou moins obscures.

Malgré l'omerta dont les tenants de l'industrie nucléaire recouvre le drame, il semble que la donne est en partie changée depuis la stratégie ouvertement mensongère de Tchernobyl. Au silence s'est substitué le bruit. Très rapidement les autorités nucléaires sur-communiquent sans nier le caractère préoccupant et grave de l'accident en cours. Il n'y a guère que Besson pour maintenir le cap de l'accident maîtrisable... tandis que sous ses yeux pètent un à un les réacteurs, l'urgence consiste à sauver le soldat nucléaire.

La situation est d'autant plus critique que les mesures prises sont dérisoires au regard de la catastrophe en cours. Comment faire avaler la pilule d'iode quand on sait déjà que partout se disséminent les radioéléments à vie longue ?

Prendre la parole et laisser filtrer quelques bribes de la catastrophe pour que les interlocuteurs-trices ne soient pas les antinucléaires.

Depuis Tchernobyl, les nucléocrates se sont entourés de chargés de communication qui n'ont eu dès lors de cesse de nous faire gober que l'industrie mortifère qui les rémunère grassement serait dorénavant transparente, et d'associer en bon « démocrates » de leurs adversaires à leur entreprise : débats publics, conférences de consensus, commissions d'expertise ou d'information (CORE, Codirpa, Sage...), etc*. Entreprise que les plus crétiens ou les plus serviles se sont empressés de rejoindre.

Le véritable objectif de cette « perestroïka » est double : regagner la confiance de l'opinion et se donner un vernis démocrate d'une part, et d'autre part se présenter de nouveau comme des interlocuteurs responsables. Sarkozy annonce lors de sa visite au Japon fin mars la couleur. AREVA et les nucléocrates français interviendront au Japon et en France. Les dispositifs de sécurité seront renforcés sur les sites nucléaires. Comme pour toute crise, les pompiers pyromanes reprennent les affaires en main.

Fukushima offre également à nos destructeurs de monde l'occasion d'affirmer une stratégie déjà rodée lors de la gestion post-accidentelle de Tchernobyl : nous apprendre à vivre en zone contaminée. Ce n'est plus la possibilité de l'accident qui est niée. L'accident nucléaire est soudainement présenté comme un accident industriel comme un autre, contingent à nos modes de vie, un coût à payer pour que le monde continue de tourner comme il tourne.

Et sur ce marché de la vie amputée, de la sécurité nucléaire à la pseudo-dépollution nos entreprises du nucléaire, d'AREVA à Vinci en passant par Bouygues, se positionnent déjà. La catastrophe est un marché comme un autre.

Et comme après chaque accident majeur, les seuils de contamination et d'irradiation radioactifs deviennent plus difficiles à tenir, leur dernière trouvaille eu égard à l'accident est de relever les seuils de contamination des aliments*. Quant à la menace terroriste, elle ne sert il y a de cela quelques mois qu'à élargir l'étendue du

secret défense en matière de nucléaire et ainsi faire taire toute opposition.

Le but est bel et bien de faire durer la petite entreprise nucléaire telle qu'elle tourne au désastre. Et Sarkozy, avec le même zèle que ses prédécesseurs de gauche comme de droite, se transforme en VRP du nucléaire et des intérêts économiques colossaux de ses industriels. Et il n'est pas en reste en matière de défense du complexe militaro-industriel nucléaire. Il faut dire que les frontières entre civil et militaire sont souvent bien poreuses.

Le nucléaire *c'est un Monde* qui dépasse ses simples installations et leur nuisances. Il se prolonge bien au-delà de leur environnement immédiat, des lignes THT, au développement des lignes TGV, en passant par nos décors high-tech, nos villes illuminées, sans oublier bien évidemment le soutien de dictatures qui permettent de récupérer de l'uranium comme au Niger, et les guerres avec leurs menaces atomiques permanentes et leurs résidus d'uranium appauvri.

Avec sa continuation et sa relance il s'agit surtout de prolonger la société qui ne cesse de nous broyer avec ses flux de marchandises et d'énergie, ses OGM, ses nanotechnologies, ses centres de rétention, ses rapports de pouvoir et d'exploitation...

Les tenants du nucléaire tentent de nous faire accepter ces cauchemars comme une fatalité, une sorte de nouvelle religion.

Face au désastre, les écologistes n'en appellent qu'à une meilleure gestion de l'existant et une sortie longue du programme nucléaire.

Le réseau sortir du nucléaire demande la fermeture des centrales les plus vieilles dont le lobby tente de prolonger la durée de vie. Mais quid des autres centrales, de leurs rejets quotidiens et des menaces qu'elles font peser sur nos têtes ?

Europe écologie, suivant en la circonstance la douce pente déjà empruntée par les Verts et ses jeux d'alliances politiciennes, continue de promouvoir des réformes qui ne sont que suites de défaites et de compromis. De l'abstention au Conseil régional de Basse-Normandie en 2004 sur l'EPR au vote de crédits au nouveau pôle de compétitivité nucléaire Nucléopolis basé à Caen en passant par le « 1€ pour ITER, 1€ pour le renouvelable » de la région PACA *, cette voie n'a pourtant jamais arrêté de montrer son véritable visage. Aujourd'hui encore ils nous proposent une sortie en 30 ans et des audits sur les centrales associant des experts indépendants... comme si le nucléaire entre

temps allait soudainement cesser d'être dangereux.

Et tout ça pour que continue de tourner la machine capitaliste et sa voracité énergétique.

Que le moins mauvais des mondes où l'on nous enferme ne nous permette de choisir qu'entre charbon, nucléaire ou éoliennes industrielles montre bien dans quelle impasse nous sommes, et ce à quoi cette écologie nous intime de renoncer : à changer ce monde.

Rien d'étonnant de retrouver dans ces sauveteurs transformés en promoteurs de la gestion du désastre, les écologistes entrepreneuriaux de Greenpeace ou l'hélicologue sponsorisé par EDF, Nicolas Hulot. Ceux et celles-là ne cherchent pas tant à renverser ce monde qu'à le prolonger un peu plus longtemps et à faire fructifier les marchés juteux du capitalisme vert.

Dès lors, les écologistes d'Etat rivalisent d'imagination avec les nucléocrates pour que surtout tout reste entre leurs mains : du côté des nucléocrates l'acceptation, du leur la contestation. Et les luttes ne sont plus que lobbying, demande à l'Etat, jeu électoral et institutionnel. Ne nous faisons pas d'illusions, ils nous demanderont sûrement de nous mobiliser au moment de la campagne présidentielle tout en propageant aujourd'hui le désert sur le front des luttes antinucléaires. Au sinistre répond le cynisme.

L'autre piège tendu par la situation et dans lequel s'engouffrent nombre d'écologistes sincères est celui d'imposer un référendum. Pas seulement parce qu'il serait organisé dans de mauvaises conditions sous l'égide des médias, tous liés au lobby nucléaire, ni parce que comme le traité européen s'il s'avérait négatif pour le pouvoir, il serait immédiatement remis en cause; mais surtout parce que cette demande s'intègre parfaitement à la stratégie des promoteurs du nucléaire en ce qui concerne la démocratie et la transparence. Que sur ce terrain les nucléocrates aient beau jeu de nous offrir un *succédané de démocratie* via des débats publics, des conférences citoyennes, tout ce fatras publicitaire visant à nous faire taire. Leur démocratie c'est cause toujours...

Face au nucléaire et au monde dans lequel il ne cesse de proliférer, nous n'avons d'autres alternatives que de nous mobiliser. Parce que face au désastre, il ne suffit pas de s'indigner. Les « révoltes arabes » comme les récents mouvements contre les mesures d'austérité en Europe nous ont montré qu'il existe un au-delà de la résignation et que le goût de la *liberté* reste



*Sur ces **votes** on peut lire *Nucléaire : fusion et déraison*, article paru dans le n°2 de la revue Z ; *Ni rose, ni vert l'EPR en basse Normandie ?* Article disponible sur le site du CRAN— <http://www.anartoka.com/cran/> ; et on peut avoir accès au vote du parlement européen sur : <http://bit.ly/5PpHjX> et à l'explication risible de vote d'Europe Ecologie sur <http://europeecologie.eu>

bien vivant.

Nous auto-organiser dans des assemblées, mettre en place des actions qui permettent de montrer que derrière la machine nucléaire, il

y a des hommes et des choix, contrecarrer les gestionnaires du désastre, voilà ce que nous entendons faire et ce que nous appelons à faire partout ■

■ Assemblée antinucléaire de Caen,

Avril 2011.

La France n'est pas inquiète

Ce texte a été écrit au moins de juin dernier par quelques personnes ayant participé à la coordination contre la société nucléaire créée en 2006 et depuis longtemps en dissidence vis-à-vis du mouvement antinucléaire « traditionnel ». Il est symptomatique de l'étrange indifférence qui suivit la stupeur qui tou-te-s nous saisi au moment de la catastrophe. La France n'est pas inquiète...



« A ce stade et selon les informations dont on dispose, [Fukushima est] un accident grave, mais pas une catastrophe nucléaire. »

- Eric Besson, Ministre de l'industrie, lors de sa conférence de presse du samedi 12 mars 2011. -

Explosions multiples, enceintes de confinement pulvérisées, cœurs en fusion, cuves transpercées — on en passe —, tout ce que les nucléaristes considéraient comme « extrêmement improbable » s'est manifesté en bloc au Japon, troisième puissance mondiale réputée pour sa virtuosité technologique. D'une envergure inédite — non pas un mais quatre réacteurs ont répandu, simultanément ou à tour de rôle, leur radioactivité dans l'environnement —, la catastrophe de Fukushima-Daiichi en est encore, après trois mois, au stade de l'accident : chaque jour qui passe ou peu s'en faut apporte son lot « d'incidents » et de « difficultés imprévues », retardant d'autant la dérisoire « stabilisation » que l'exploitant Tepco n'espère plus atteindre avant janvier 2012. L'accident interminable de Fukushima vient ainsi opposer un démenti cuisant à la « toute-puissance » des techniciens et des pouvoirs publics, fussent-ils américains, japonais ou français : la machinerie mondiale dans laquelle nous nous sommes peu à peu laissé prendre, croyant contre toute vraisemblance que l'on nous tiendrait à l'abri de ses plus violents emballements, même eux ne la maîtrisent plus.

Le cynisme qui caractérise la gestion de catastrophe — qu'elle soit soviétique ou japonaise ne change rien à l'affaire — n'a pas tardé à apparaître comme tel aux populations vivant à portée de la centrale de Fukushima. De même que le nuage

de Tchernobyl ne s'était pas opportunément arrêté aux frontières françaises, le nuage japonais ne s'est pas immobilisé dans la « zone d'évacuation » obligatoire de 20 km décrétée par le gouvernement quelques heures après l'accident. Or, bien qu'une autorité aussi peu regardante que l'AIEA l'ait informé, dès le 30 mars, de niveaux de radioactivité plus alarmants au-delà de cette zone (notamment à 40 km), le gouvernement ne s'est pas embarrassé de « transparence » : pragmatique comme sait l'être en pareil cas le pouvoir d'État, il a invité les habitants concernés à se confiner, dissimulé pendant un mois et demi les relevés contredisant la contamination officielle, et augmenté suffisamment « peu » les seuils de radiation « acceptable » — de 1 à 20 millisieverts par an pour la population, soit le maximum admis pour les travailleurs du nucléaire en situation non accidentelle — pour s'éviter, sans contrevenir aux prescriptions internationales, des évacuations aussi nécessaires qu'impraticables (songeons par exemple à ce qu'impliquerait l'évacuation de la ville de Fukushima, située à 60 km de la centrale et peuplée de 300'000 habitants). Il a par ailleurs élevé, à l'échelle sacrificielle requise, les seuils destinés aux 7800 employés de la centrale : les 100 millisieverts « d'urgence radiologique » initialement admis ont ainsi été portés à 250 millisieverts, lesquels seront probablement « ajustés » à leur tour (dès le 1er juin, l'examen de deux employés révélait que ceux-ci avaient atteint cette limite). Toutefois, l'État japonais ne peut traiter durablement toute une partie de la population comme un groupe de li-

FUKUSHIMA

SOUS L'ÉPAISSEUR DU SILENCE.

Retour lacunaire sur l'évolution de la situation après l'explosion de trois réacteurs nucléaires à la centrale de Fukushima Daichi au Japon en mars dernier :



Depuis quelques mois, ce qui continue de se passer à Fukushima est recouvert d'un silence assourdissant. A la fureur du bruit des premiers jours, s'est substituée une campagne de banalisation. Ce qui semble se passer est ce que de nombreux nucléocrates, dans un premier temps affolés, ont rapidement appelé de leurs vœux : faire croire qu'un désastre de l'ampleur de Fukushima pouvait être maîtrisé, et surtout que tout à chacun devrait maintenant vivre au milieu des ruines.

Contrairement aux précédentes gestions de désastres qu'ils soient nucléaires comme en Biélorussie, climatiques comme en Louisiane ou industriels comme à Toulouse, l'Etat est cette fois ci demeuré relativement absent du processus de gestion. Parce qu'ici, en plein cœur d'un pays hautement industrialisé et d'une crise technologique particulièrement moderne, des éléments culturels ancestraux ont semble-t-il activement participé à ce que cette gestion s'opère dans une relative soumission.

Et ce d'autant plus que la soumission aux conditions les plus élémentaires de survie – entre deux coupures d'électricité -, la faiblesse et l'éparpillement du mouvement antinucléaire japonais ne laissent que peu d'opportunités à ceux et celles que la révolte anime, de l'exprimer, et encore moins de s'organiser.

Pourtant, à Fukushima, la situation est toujours aussi critique. Les réacteurs toujours en fusion continuent de cracher leurs radionucléides. Du césium 137, dont la durée de vie comme la nocivité sont très importantes, est retrouvé un peu partout. Les radio-éléments qui ont été balancés à la mer tracent insidieusement leur chemin... et des traces de Plutonium sont retrouvées dans le pays. Aux Etats-Unis, des analyses montrent que les rocheuses sont touchées par les retombés, tandis qu'en France, de faibles doses, dont la nocivité n'est pas anodine, sont retrouvées, comme à la Vallée des jardins à Caen par l'A-CRO (laboratoire indépendant). Toujours en France des produits radioactifs sont également interceptés par les douanes.

Que deviendront les tonnes de terres radioactives déblayées après l'accident ? Que feront les nucléocrates des tonnes de boues hautement radioactives filtrées de l'eau borée balancée sur les réacteurs en fusion ? Jusqu'à quand et jusqu'où erreront les animaux restés sur place ? Toute cette entreprise ressemble à un immense cauchemar dont l'absurdité est chaque jour plus évidente et rappelle le personnage de l'adaptation cinématographique du *Nom de la Rose* D'Ecco qui souffle sur les flammes de son bucher, cherchant vainement à éteindre le brasier qui le consumera.

Nous en sommes là !

Nous reproduisons ici deux articles sur l'évolution de la situation. L'un paru sur le site alternatif lyonnais *Rebellyon*, datant de mai dernier. Le second, datant de fin mai, publié sur la site « *Les Liquidateurs du vieux Monde* ». A ces deux articles, nous ajoutons quelques informations plus récentes et quelques éléments d'analyses sur la situation sociale au Japon même. Nous remercions pour les pistes soulevées dans ce cadre et qui méritent d'être étayées, vérifiées et approfondies, la discussion que nous avons eue avec un ami qui se reconnaîtra.

Il n'en demeure pas moins que la situation là bas demeure obscure et que le présent récit est loin d'être exhaustif ■

Sur le site de la centrale nucléaire

de Fukushima Daiichi.

Au 23 mai dernier.

Rappel des faits : les trois cœurs des trois réacteurs ont fondus, les enceintes de confinement sont percées, 3 piscines de combustibles usagés, stockées (avant l'accident) au dessus de chaque réacteur, ont été détruites totalement ou partiellement, rendant tout ou partie des barres de combustibles usagées exposée à l'air libre. Irradiation maximale garantie.

Des milliers de tonnes d'eau, versée en permanence depuis presque deux mois sur les 3 réacteurs et la piscine du réacteur 4, s'écoulent et fuient dans l'océan après s'être grandement enrichie en radioactivité. Contamination des océans garantie.

Dorénavant, il faut prendre en compte que les 3 réacteurs sont vraisemblablement passés à l'état de corium, c'est à dire qu'ils ont fondus, et sont en train de fusionner avec leur récipient, avant de peut être perforer la dalle de béton sur laquelle ils reposent. (source : Blog science et avenir)

Samedi 14 mai, un ouvrier est décédé suite à un malaise sur le site de la centrale. Il avait une soixantaine d'années n'avait reçu qu'une dose de 0,17 millisieverts. Il était a priori en bonne santé. (source : ACRO)

Pire que l'accident, la volonté du gouvernement

Le gouvernement japonais rehausse la limite de contamination radioactive à 20 mSv/an pour les enfants ; en France, cette valeur c'est la dose annuelle maximale pour les adultes qui travaillent dans le nucléaire. Cette valeur c'est aussi 2000 fois la limite pour les adultes, selon l'OMS, d'une exposition à la radioactivité sans effet sur la santé. En réaction, les parents des enfants de la préfecture de Fukushima ont créés un réseau de protection des enfants qui s'oppose aux nouveaux taux fixés par le gouvernement et la préfecture. (source : Fukushima Green action Japan)

Autour de la centrale, dans les zones contaminées

La contamination des sols en Césium radioactif est très forte sur un rayon d'au moins 80 km autour de la centrale de Fukushima (Source : Energy Gov).

En Biélorussie, après l'accident de Tcher-

nobyl, ce niveau de contamination ouvrait le droit à la migration et/ou au relogement de la population (Source : ACRO).

Les légumes produits dans les préfectures voisines de la centrale, Ibaraki et Tochigi, sont toujours fortement contaminés. Et à la vente sur les marchés. (source : ACRO)

Les préfectures de Fukushima (2,5 millions d'hab, 13 782 km²), d'Ibaraki (3 millions d'hab, 6095km²) et de Tochigi (2 millions d'hab, 6 408 km²) représentent 7% du territoire japonais et 7,5 millions de personnes, soit 6% de la population du Japon.

Voisine de la préfecture de Tokyo, la préfecture de Kanagawa a encore enregistré la présence de césium sur les aliments, cette fois -ci c'est le thé cultivé qui est contaminé (780 bq à Odawara - limite autorisée 500 Bq/kg. Et vraisemblablement à la vente sur les marchés.

Avec la préfecture de Kanagawa, c'est 7,5 % du territoire japonais qui a été contaminé et 14% de la population.

Sur la pression des parents d'élèves, les sols des cour d'écoles de la préfecture de Fukushima sont retournés pour enterrer la couche superficielle de terre, et tenter de faire baisser les taux de contamination. (Source : ACRO)

Électricité au Japon ?

Le mercredi 11 mai, deux mois exactement après le séisme qui a enclenché la catastrophe, 32 réacteurs nucléaires sur 54, soit 60%, ne sont pas branchés sur le réseau électrique : 14 ont été arrêtés le 11 mars et 18 sont en arrêt de maintenance programmée. 6 autres réacteurs ont aussi un arrêt programmé d'ici l'été et la centrale de Hamaoka devrait s'arrêter avant ce week-end. La pénurie d'électricité dans la deuxième puissance mondiale est donc durable. (source : ACRO) ▪

Source : Rebellyon.

Quelques sites utiles

CRAN :

<http://www.anartoka.com/cran>

Les liquidateurs du vieux monde :

http://

lesliquidateursduvieuxmonde.wordpress.com/

Laboratoire indépendant, la CRIIRAD :

<http://www.criirad.org/>

Laboratoire indépendant, l'ACRO :

<http://www.acro.eu.org/>

Infonucléaire :

<http://www.dissident-media.org/infonucleaire/>

Rebellyon :

<http://rebellyon.info/>



Fukushima : deux ouvriers fortement contaminés.

Mai 2011, « Les liquidateurs du vieux monde »

Les liquidateurs du vieux monde :

<http://lesliquidateursduvieuxmonde.wordpress.com/>

Avec le passage du typhon au Japon le niveau d'eau a sensiblement augmenté dans les sous-sols des réacteurs n°1, 2 et 3 de la centrale de Fukushima.

Ainsi, dans le réacteur n°1, alors que le niveau était monté de 1,1 centimètre entre le 28 et le 29 mai, avec le passage du typhon le niveau a augmenté de 19,8 centimètres en 24 heures et n'est plus qu'à 50 centimètres du niveau du sol, menaçant donc de déborder.

Dans le bâtiment du réacteur n°2 le niveau est monté de 6,2 centimètres dans une galerie souterraine et de 6,1 centimètres dans le bâtiment turbine, contre une augmentation de 3 centimètres par jour « habituellement ».

Dans le bâtiment du réacteur n°3, le niveau a monté de 4,4 centimètres dans une galerie souterraine et de 4,2 centimètres dans le bâtiment turbine, contre 3 centimètres par

jours précédemment. Le typhon a également obligé l'arrêt des travaux. Par ailleurs, une forte contamination (en iode 131) de la glande thyroïdienne a été détectée hier chez deux ouvriers ayant travaillé sur le site de Fukushima. Les taux de contamination s'élèvent à 9 760 becquerels pour l'un des travailleurs et à 7 690 pour l'autre. Soit dix fois plus que les autres ouvriers de la centrale. De tels chiffres indiquent qu'ils ont très certainement reçu une dose supérieure à 250 millisieverts. Notons aussi que de nombreux ouvriers ayant travaillé sur le site de Fukushima ont reçu des taux de radiation tels qu'ils ne peuvent plus intervenir sur les autres sites non accidentés. Face à cette situation les autorités japonaises souhaitent revoir la limite de dose admissible pour les travailleurs en supprimant les 50 millisieverts maximum par an pour ne garder que la limite de 100 millisieverts sur 5 ans ■

Plusieurs mois après la catastrophe, où en est-t-on ?



La situation est encore dramatique à Fukushima. Les taux de Césium relevés sont comparables voire supérieurs à certains endroits à ceux de Tchernobyl. Le 30 septembre, le gouvernement japonais a annoncé que pour la première fois du plutonium avait été décelé à l'extérieur du site du réacteur (même si selon ce même gouvernement les doses relevées sont « considérées comme très faibles »). Le 27 septembre, pour la première fois depuis la catastrophe, le riz récolté dans la région, à plus de 50 km de la centrale, a montré des niveaux de contamination qui atteignent officiellement le seuil d'interdiction. Dans le même temps, des gaz inflammables ont été détectés dans la conduite d'un réacteur de la centrale. Tepco nous explique "qu'en l'absence d'un facteur détonnant, on ne peut dire qu'il existe, dans l'immédiat, un risque élevé d'explosion". Et en présence de « facteur détonnant » que se passera-t-il ? De plus, ce sont des explosions d'hydrogène qui sont à l'origine des nuages fortement radioactifs qui se sont échappés de la centrale depuis le début de la catastrophe en mars dernier.

Ces nouvelles informations sont évidemment des plus préoccupantes et pendant ce temps, les autorités japonaises souhaitent revoir la limite de doses admissibles pour

les travailleurs en supprimant les 50 millisieverts maximum par an pour ne garder que la limite de 100 millisieverts sur 5 ans. Elles veulent également ramener le niveau de contamination à moins de 1 microsievert par heure, ce qui est déjà 9 fois supérieur aux recommandations internationales de prudence, en tout cas pour les jeunes.

Elles n'hésitent pas non plus par le biais du ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche à mettre une campagne en place qui clame : « Mangeons la nourriture des zones sinistrées afin de les soutenir et d'aider à la reconstruction. ». Enfin, malgré des informations bien moins que rassurantes, les restrictions imposées aux habitants de cinq agglomérations situées au-delà de 20 km autour de la centrale de Fukushima ont été levées ce week-end par le gouvernement japonais. Le gouvernement considère en effet que les risques se sont affaiblis dans ces zones.

En réponse à ces mesures et à la catastrophe, le 19 septembre dernier **plus de 60000 personnes ont défilé dans les rues de Tokyo** aux cris de « Arrêt des centrales nucléaires ! Plus jamais de Fukushima » ■

Les Burakumins : les nouveaux liquidateurs.

Le 27 mars 2011, le journal El Mundo révélait dans ses colonnes que le personnel envoyé colmater les brèches des centrales nucléaires nipponnes, en gros nettoyer la merde radioactive, était principalement composé de ce qu'il nomme des sans abris. En fait ces sans abris sont des Burakumins.

Les burakumins sont une sorte de caste inférieure, que l'on pourrait comparer aux intouchables indiens. Ils sont burakumins car dans le passé, certains de leurs ancêtres ont exercé des métiers considérés comme impurs par le bouddhisme tel que fabriquant de cuirs ou boucher. Les discriminations à l'encontre des burakumins s'appliquent au quotidien aussi bien dans les liens familiaux et sociaux que dans le monde du travail.

Depuis des décennies la mafia japonaise, Yakusa, est chargée par les industriels du nucléaire et leurs sous-traitants de recruter dans ces basses castes dont les conditions de vie n'intéressent pas la majorité des

japonais. Beaucoup meurent de cancers et travaillent depuis toujours dans des conditions épouvantables.

“Les mafias sont des intermédiaires. Les entreprises paient ¥ 30,000 (215 euros) pour une journée de travail, mais l'entrepreneur ne reçoit que 20 000 (€ 142). Les yakuzas empochent la différence », explique Kenji Higuchi, un journaliste japonais qui a effectué 30 ans de recherches et a documenté avec des photos le sort des sans-abris du Japon. » (Source : El Mundo) Aujourd'hui ce sont les mêmes burakumins qui sont envoyés liquider les conséquences de la catastrophe de Fukushima.

C'est sans doute ce qui participe à expliquer la relative indifférence d'une grande part du peuple japonais à ces nouveaux liquidateurs.

Mais il ne faut pas oublier qu'en France les intérimaires du nucléaires, eux aussi soumis aux tâches les plus ingrates de la machinerie nucléaire travaillent eux aussi dans la plus grande indifférence ■

On peut lire une traduction de l'article paru dans **El Mundo** ici : <https://paris.indymedia.org/spip.php?article6487>

La gestion de crise : de la tradition dans la modernité.

La manière dont la catastrophe de Fukushima a été gérée est quelque peu inédite, tant elle semble avoir grandement échappé aux modes de gestion centralisés et autoritaires occidentaux.

La relative absence de réaction collective face au nucléaire et ses dangers n'est sans doute pas seulement due aux épouvantables conditions de survie dans lesquels la catastrophe nucléaire et le tsunami ont plongé le pays et la province de Fukushima en particulier.

Il semble que des traits historiques et traditionnels puissent participer à expliquer cette étrange et déroutante singularité. Il ne s'agit pas ici de dégager une sorte de nature japonaise dont le racisme ordinaire nous abreuve jusqu'à la nausée, mais de dégager quelques pistes de réflexion qui mériteraient d'être creusées.

Les explosions des bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki sont inaugurales du rapport des japonais au nucléaire. La catastrophe et la menace sont donc loin de leur être étrangères : on vit alors avec la catastrophe. Les réfugiés d'Hiroshima comme de Nagasaki, à l'image des burakumins dont nous parlions plus haut ont toujours été considérés comme des parias par une grande partie du peuple japonais. Comme pour les irradiés de Tchernobyl en Biélorussie, ils deviennent comme des éléments contagieux.

Et ce d'autant plus qu'il y a un rapport

singulier à la souillure dans la culture japonaise.

Aujourd'hui, on ne se bouscule pas au portillon pour accueillir les réfugiés de Fukushima...

Par ailleurs, malgré que l'Empereur continue d'occuper une place symbolique importante, l'Etat japonais est un Etat « relativement faible » où le fédéralisme des préfectures, souvent issu du féodalisme plus ancien joue à plein. Il n'est donc pas étonnant de voir la préfecture de Fukushima se retrouver relativement seule aux avant postes de la gestion du sinistre.

C'est d'ailleurs ce repli sur les préfectures et les localités qui a longtemps handicapé le mouvement antinucléaire japonais où les solidarités d'un site à l'autre étaient souvent compliquées à mettre en place.

La présence de nombreux collectifs locaux lors du rassemblement de septembre dernier réunissant quelques 60000 personnes à Tokyo est plus qu'encourageante de ce côté.

Un habitant de Fukushima, récemment exilé en France et qui cherche à fuir le Japon, déclarait récemment sur Rue 89 à propos de la radioactivité : « Elle ne se voit pas, c'est comme s'il ne s'était rien passé, le tsunami a touché les côtes, mais à l'intérieur, c'est une panique silencieuse. Les gens ne veulent pas savoir.(...) »

Il ne nous reste plus qu'à espérer que l'épaisseur du silence se fissure ■

19 Septembre 2011,
60000 personnes de tout le pays défilent dans les rues de Tokyo contre le nucléaire au cri de plus jamais de Fukushima. C'est la manifestation la plus massive depuis la catastrophe en mars dernier.

Sur la catastrophe de Tchernobyl



Documentaires :

De nombreux films documentaires ont été produits sur la catastrophe de Tchernobyl et ses conséquences. On citera entre autres :

Le Sacrifice - De Wladimir Tchertkoff, 2003. Le film revient sur le sort réservé aux liquidateurs — ceux qui devaient dans l'urgence s'atteler à rejeter le graffite hautement radioactifs éjecté sur le toit du réacteur en fusion et creuser sous terre pour tenter d'enrayer la fonte du sous sol.

Retour sur ces sacrifiés, leur vie sans horizon et leur abandon par l'Etat ▪

La bataille de Tchernobyl — De Thomas Johnson. Retour sur la bataille qui fut livrée à Tchernobyl après la catastrophe ▪

Tchernobyl, le soleil et la mort—De Bernard Debord, 2006. Le documentaire revient sur les conséquences sanitaires de la catastrophe, sur les travaux dissidents du Pr Bandajevski et le mensonge d'Etat co-orchestré par les instances internationales ▪

Le 26 avril 1986, vingt-cinq ans avant Fukushima, le réacteur numéro quatre de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait. Un nuage radioactif fera plusieurs fois le tour de la planète. La colonisation de l'avenir, toujours en cours, montre son visage... Tchernobyl, produit majeur d'une civilisation bien particulière, capitaliste et industrielle, révèle la menace sur l'humanité tant comme genre que comme espèce, et sur tout le vivant.

Avec Tchernobyl, la fascination (peu partagée) qu'exerçait l'atome a été mise à mal. Le mythe de l'atome pacifique qu'avait intronisé le nucléaire civil en prend un sacré coup ! Cette catastrophe va dépasser nos visions habituelles de l'espace (à l'échelle du globe) et du temps (une tragédie sans fin). Certains radionucléides ont une durée de vie de plusieurs milliers d'années (c'est-à-dire que la moitié de leurs atomes se désagrègent au bout de ce temps), ce qui fait que les zones contaminées le sont à tout jamais !

Tchernobyl a provoqué une contamination massive par césium et strontium pendant plusieurs centaines d'années, par plutonium et radionucléides à vie longue pendant des millénaires. Plus de 100 000 personnes ont été évacuées, alors qu'il s'agit principalement d'une zone agricole faiblement peuplée. Un quart de la Biélorussie (2

millions d'habitants) est fortement contaminée, alors que la Biélorussie souffre déjà d'un régime dictatorial. Cela en fait un territoire invivable où des individus doivent s'adapter pour survivre : la terre et les eaux sont polluées. Pour une population pauvre qui chasse, cueille, pêche et jardine pour subvenir à ses besoins, l'ingestion de doses contenues dans les aliments est quotidienne. S'adapter ou mourir, voilà le mot d'ordre de la modernité. 150 000 km² répartis entre la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie sont contaminés avec des taux supérieurs à 37 000 becquerels de césium 137/m² : *8 millions d'habitants survivent dans un environnement invivable*. 4 300 km² ont été baptisés « zone d'exclusion ». Voilà ce que représente un réacteur dans une zone faiblement peuplée...

Les radiations ionisantes provoquent des cassures moléculaires (effet direct). On note aussi le phénomène de radiolyse de l'eau conduisant à la formation de radicaux libres qui constituent des espèces moléculaires toxiques (effet indirect). Les lésions sur le patrimoine génétique se font dans la seconde ou la minute qui suit l'irradiation. Les effets pathologiques peuvent être visibles dans les jours qui suivent (fortes doses), mais des effets tardifs peuvent survenir des décennies après l'exposition (radio-cancérogénèse) et sur la descendance. Mais aujourd'hui le risque radio-induit est sous-estimé, puisque même de faibles doses sont susceptibles de produire des effets notables, alors qu'elles ne sont officiellement pas prises en compte. En Biélorussie, loin des chif-

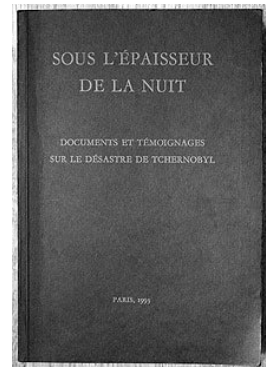
fres officiels, l'espérance de vie aurait chuté de 72 ans pour les hommes avant 1986, à 58 ans début des années 2000.

Et ce n'est pas fini : les recherches – interdites par le gouvernement biélorusse et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, avec la complicité de l'Organisation Mondiale de la Santé et de la plupart des gouvernements de ce monde – faites en Biélorussie, par exemple par Bandazhevski, montrent que la situation s'aggrave avec le temps, contrairement à ce qu'on croyait. En effet, les mutations chromosomiques causées par les radiations, à forte dose en une fois, ou à faible dose pendant longtemps, se répercuteraient d'autant plus sur les enfants : il y aurait un effet cumulatif des mutations. En gros, plus ça va, plus les enfants ont des mutations génétiques et des malformations. Et plus leurs propres enfants en auront... D'autant que les recherches tant sur les faibles doses à long terme, et sur les effets de synergie (multiplication de facteurs à risque, par exemple l'amiante, les pesticides et le nucléaire), sont presque absentes et non financées.

Malgré ces conséquences, les autorités continuent de maintenir une zone d'ombre sur cet « accident ». Tout ce qui a trait au nucléaire reste opaque. Il

a fallu une vingtaine d'années pour que la France s'empare du dossier sur le mensonge des autorités françaises de l'époque au sujet des dangers du nuage radioactif... mensonge qu'ils se sont empressés de rééditer après Fukushima. Officiellement, l'« accident » de Tchernobyl a fait quelques morts. OMS, AIEA, principaux Etats etc. s'entendent à merveille pour atténuer les désastres. Les problèmes sanitaires d'aujourd'hui seraient dus à la radiophobie (la peur du nucléaire) et au stress provoqué par le déplacement des populations et leur changement de vie... Quand les bourreaux transforment ceux qui résistent en coupables : les antinucléaires alimentent la peur et provoquent des cancers, peut-être... Certaines études avancent des chiffres de 600 000, voire plus d'un million de victimes. En fait, on ne peut pas savoir : la catastrophe est toujours en cours ! Un passage par la Biélorussie suffirait à s'en persuader... Mais les gouvernements et industriels du désastre continuent en partie à encenser le nucléaire. Rien n'est arrivé. Il est pourtant impossible d'envisager un retour à la normale dans ces régions contaminées. Ces territoires sont exclus du monde, à jamais : *sous nos yeux se déploient les premiers paysages d'apocalypse.* ■

ON PEUT LIRE AUSSI



Sous l'épaisseur de la nuit—ACNM, 2003 ■

Cet ouvrage regroupe un ensemble de témoignages et d'analyses autour de la catastrophe de Tchernobyl. Y sont reproduits ou traduits des témoignages de victimes, de médecins, d'officiels. Le tout emprunt d'une critique du nucléaire mais également du Monde dans lequel il est produit et ne cesse de proliférer ■



La Supplication—Svetlana Alexievitch, 2000 ■

La supplication est un recueil de témoignages sur l'après explosion du réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl. La parole est aux victimes. On y découvre les souffrances physiques et psychiques, les efforts sordides pour enterrer les radioéléments et circonscrire les traces sordides du sinistre, et les conditions de vie qui rendent tout effort caduque. Bref, la peinture d'un climat apocalyptique, qui peut parfois donner l'idée morbide que tout est vain ■



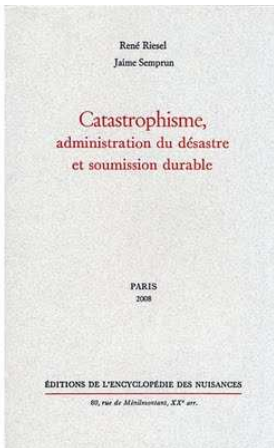
Tchernobyl, une catastrophe—Bella et Roger Belbéoch, Allia, 1993 ■

Le texte de Roger et Bella Belbéoch fait un tour d'horizon de la situation sanitaire quelques années après la catastrophe. Mais surtout il contribue très tôt à un retour critique sur la gestion de la crise nucléaire en URSS et au niveau mondial. A l'épreuve du désastre c'est l'idée des écologistes d'Etat que la catastrophe aide à la prise de conscience et que cette prise de conscience contribuerait à



l'émergence d'une contestation du nucléaire qui est ici contredite : la catastrophe discipline et soumet. Discipline les liquidateurs et soumet le reste des populations au règne des experts es nucléaire. Dès lors la catastrophe, loin d'offrir une possibilité de se réapproprier son destin, laisse a contrario la possibilité aux nucléocrates de postuler par exemple que les effets des irradiations et des contaminations ne sont en fait dues qu'à une étrange maladie contagieuse, la radiophobie, sorte de crainte irrationnelle des effets de l'accident ■

Réflexions éparses et inachevées sur le nucléaire et son monde



Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable - Jaime Semprun, René Riésel, Editions de l'encyclopédie des nuisances, Paris, 2008.

Cet ouvrage, paru en 2008, souligne comment le catastrophisme, idéologie qui se déploie lorsque la catastrophe devient omniprésente et portée par les écologistes d'Etat de toutes obédiences, des adeptes du capitalisme vert aux décroissants, participe activement à notre soumission durable et nous contraint toujours davantage à réduire l'exercice de notre liberté.

« Le catastrophisme d'Etat n'est très ouvertement qu'une inlassable propagande pour la survie planifiée—c'est-à-dire pour une version plus autoritairement administrée de ce qui existe. »

L'écologie catastrophiste n'est alors que l'instauration d'une nouvelle bureaucratie, celle des écolocrates, substituant à une possible reprise en main de nos vies, pourtant au cœur d'une part de la critique écologique originale, une nouvelle dépossession et domination ■

L'utilisation du nucléaire peut pousser les gens au nihilisme ; car, si on est réaliste, on s'aperçoit bien que le futur est très incertain sous l'ère de son usage ; demain, une centrale peut exploser et réduire à néant presque toute forme de vie en un temps plus rapide qu'il n'en faut à toute la planète pour s'apercevoir du désastre.

Tout cela nous dépasse pour le moment car il faut être lucide : ni la lutte contre le nucléaire, ni encore moins les "accidents nucléaires"¹ n'ont fait changer le processus mondial de l'utilisation du nucléaire. Cette réalité-là est toute aussi désespérante.

Mais la tentation nihiliste qui en découle n'est au fond que le reflet moisi des comportements principaux de la société et de ses dirigeants ; ils n'en ont rien à foutre, ils veulent juste la thune.

Au final, un regard conscient sur notre époque donne encore moins envie de participer au monde pourri que l'on nous impose et fait subir quotidiennement. Mais il faut être clair ; ce n'est pas reclus dans sa montagne, son désert, son idéologie ou son squat que l'on échappe à quoi que ce soit...ni au nucléaire, ni aux flics, ni aux bureaucrates...



Pour ma part, je ne suis pas nihiliste mais je n'en rejoins pour autant pas la théorie catastrophiste à ce sujet, ni sur aucun autre d'ailleurs ; en plus d'avoir recours à l'incohérence, celle-ci, comme toutes celles qui mettent en avant un épouvantail, joue, la plupart du temps, sur la culpabilité et la peur²...souvent dans le but de nous envoyer aux urnes d'ailleurs.

Je pense que seul un mouvement révolutionnaire international peut nous sortir de l'impasse nucléaire ; un mouvement qui remettrait en cause de façon globale et pratique le mode oppressif et général d'organisation sociale du Monde, qu'est le capitalisme.



J'entends parler d'alternatives, on me demande ce que je voudrais à la place.

Mais je n'ai, en fait, rien à proposer.

A mon sens, et avant toutes choses, toutes les bases sociales de cette société sont à détruire³, avant de se projeter sur une société future, moi qui en ai les moyens psychologiques et temporels de le faire avec mon groupe d'amis ; position qui serait d'ailleurs de tendance petite bourgeoise et du ressort de l'idéologie ; « utopiste ! » diraient certains.

Je suis plutôt matérialiste et les faits sont qu'une autre société ne peut se définir qu'avec l'ensemble des gens concernés et qu'après un mouvement révolutionnaire... ■

Un cri court dans la nuit...

1. Je devrais plutôt parler de crimes avec préméditation car ces enfoirés de nucléocrates nous répètent sans cesse que le risque zéro n'existe pas.

2. Tremblez mécréants ! Le pire du pire, l'apocalypse, est à venir et c'est bien de votre faute !

3. Il n'est pas question ici d'une destruction à portée nihiliste car je n'en ai pas rien à foutre, mais bien d'une destruction à visée créatrice.

LE MEILLEUR DES MONDES NUCLEAIRE

Sellafield - Dans ce site de retraitement de déchets nucléaires britannique, durant 30 ans des médecins ont prélevé des organes sur les cadavres d'employés, et ce à l'insu des familles. Les résultats ont été publiés le 16 novembre 2010. Ils indiquent que ce n'est que plusieurs décennies après le décès de leurs proches que la plupart des familles ont découvert que ceux-ci avaient été privés de foie, de langue et parfois même de jambes. L'enquête a révélé l'existence, jusqu'en 1992, d'une collusion entre les pathologistes, les médecins légistes et les scientifiques de la région de Sellafield, pour qui les besoins de l'industrie nucléaire passaient avant les sentiments des familles éplorées.

En 57, Sellafield qui s'appelait alors encore Windscale avait subi un incendie. Pour mieux faire oublier « l'incident », le nom même de la localité fut donc changé au profit de Sellafield. Ce « *retraitement toponymique* » n'empêcha pas, comme le soulignait Debord dans ces *commentaires sur la société du spectacle* l'augmentation du nombre de leucémies et de cancers dans la région.

Marcoule - Le 12 septembre dernier, sur le site nucléaire de Marcoule, une explosion a lieu. On dénombre un mort et plusieurs blessés dont un grave. C'est au centre nucléaire Centraco que l'accident s'est produit. Ce centre est censé brûler des déchets faiblement radioactifs afin de les fondre avant de les « vitrifier ». Les premiers communiqués de l'exploitant et de l'autorité de sûreté nucléaire (ASN) se montrent rassurants. Il s'agirait d'un accident industriel, et non d'un accident nucléaire.

Pourtant ce même 12 septembre le CAN 84 (collectif antinucléaire) relève au radiomètre une augmentation significative de la radioactivité.

La Crii-Rad, laboratoire indépendant est mis à contribution et ne retrouve pas les mêmes chiffres. Et conclut donc que l'on ne peut dire qu'il s'est passé quelque chose, mais pas davantage qu'il ne s'est rien passé. Ce que les journalistes traduiront par « *y'a rien à voir* ». Pourtant la Crii-Rad ne remet nullement en cause le matériel utilisé par le CAN84, ni les modalités de mesure.

Ce relevé du CAN84 pose donc une grave question : que s'est-il réellement passé à Marcoule et quelles matières étaient réellement fondues sur place ? A quels rejets gazeux avons-nous eu à faire ? De son côté Centraco refuse de dire quelle matière était réellement fondue et pour quelles entreprises ils travaillaient alors. Les autorités refusent de leur côté de communiquer les résultats de leurs analyses.

Le 18 septembre, le quotidien espagnol Publico fait une nouvelle révélation. L'ouvrier mort, d'origine espa-

gnole, a été enterré dans un cercueil en plomb, ce qui signifie qu'il a été contaminé, et pas par des éléments faiblement radioactifs. Aucune autopsie n'a été faite, et le corps n'a pu être présenté à sa famille : il ne pouvait pas être décontaminé.

Le second blessé grave, brûlé au troisième degré et toujours entre la vie et la mort, a été transféré dans un hôpital militaire.

Ce que Centraco refuse d'avouer, ce ne sont pas seulement les véritables conséquences radiologiques de l'accident, mais bel et bien la nature réelle de leur activité qui semble de plus en plus probablement liée aux activités militaires locales. En 1997, l'Office parlementaire de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques avouait que le four depuis accidenté était destiné, lors de sa construction, à incinérer principalement des déchets provenant d'activités militaires locales, des résidus de la production de Plutonium pour les bombes à ceux de l'usine de retraitement de combustibles usés émanant du réacteur militaire UP 1 en passant par le réacteur Célestin produisant du Tritium pour les bombes.

C'est ce qui fait dire à Michel Rivasi pour Rue 89, que le métal ainsi fusionné et qui a été libéré par l'explosion contenait peut-être du plutonium...

Aujourd'hui, même l'ASN contredit la version de l'exploitant, et reconnaît que le four contenait « *près de 500 fois plus de radioactivité* » que l'exploitant, une filiale d'EDF, ne l'avait déclaré initialement.

Mururoa - L'atoll de Mururoa qui a « abrité » les essais nucléaires français jusqu'en 96 menace de s'effondrer. Ce sont les 670m³ de la falaise nord-est de l'atoll qui pourraient s'écrouler et ainsi provoquer un tsunami pouvant atteindre selon les sources de 3m à 10 à 20 m de hauteur.

Il suffirait alors d'une dizaine de minutes pour que l'atoll voisin de Turéia, situé à 105km soit atteint et submergé.

Le rapport de surveillance, émane de Marcel Jurien de La Gravière, délégué à la Sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la Défense (DSND), et est notamment révélé par le site internet Maxisciences.

Les autorités se veulent comme d'habitude rassurantes et insistent sur le fait que le sous-sol de l'atoll serait muni d'un système de surveillance géomécanique (Telsite) qui permettrait de prévenir les populations plusieurs jours voir plusieurs semaines à l'avance.

Périers - Une nouvelle gendarmerie va être construite dans cette localité qui longe le futur tracé de ligne très haute tension (THT) Cotentin-maine qui reliera le nouveau réacteur EPR à la ligne existante.

LE MEILLEUR DES MONDES NUCLEAIRE

Cette construction se réalise avec le soutien financier de RTE (Réseau de transport d'électricité), entreprise « publique » qui s'occupera de cette future ligne.

Un nouvel exemple concret pour ceux et celles qui doutent que la société nucléaire est une société policière. Ici, apparaît de la manière la plus crue et la plus évidente le lien qui unit EDF, RTE, l'Etat et sa police. Et qu'après la fausse concertation se sont les flics que l'on envoie.

France - Depuis 2003, l'Etat imprime sur les programmes scolaires la marque du développement durable. Ainsi, une circulaire de juillet 2004, impose à l'enseignement élémentaire et secondaire une dose de développement durable. Cette circulaire « *s'inscrit dans la stratégie nationale en faveur du développement durable, adoptée par le gouvernement en juin 2003, qui souligne le rôle déterminant du système éducatif.* ».

Ce même rôle d'endoctrinement vers le développement durable tel qu'il est promu par l'Etat est également présent dans la prévention des risques industriels, et notamment des risques nucléaires. En Haute-Normandie, Arlette, la tortue d'alerte, nous apprend à nous protéger du risque nucléaire : « *Si vous entendez la sirène d'alerte, vous devez immédiatement "vous mettre à l'abri", c'est-à-dire : Rentrer dans une habitation, fermer portes et fenêtres, obturer les aérations (cheminées...), couper les ventilations mécaniques.* » Un magnifique remake de la propagande des films de l'armée américaine compilés dans « Atomic Café » où l'on conseillait au bon peuple yankee de se coucher sous des tables pour se protéger des rayonnements des bombes russes... Par ailleurs autour des sites, comme en Nord-Cotentin, de nombreuses visites scolaires sont organisées par l'exploitant, AREVA ou EDF.

Niger - Au nord-Niger, australiens, canadiens, britanniques, chinois et les français d'AREVA se partagent une zone de 86000 km², vouée à l'exploitation de l'uranium. Dans cette zone de pâturages des tribus nomades touaregs, les problèmes de santé s'accumulent dans le plus grand silence des autorités nigériennes. Outre ce silence, ce sont les touaregs qui sont chassés de leurs territoires de pâturage. La rébellion touareg est elle opprimée par l'Etat nigérien soutenu par les gouvernements occidentaux. Les exécutions sommaires, les arrestations ciblées se multiplient.

Le MNJ (mouvement de rébellion touareg) dénonce les conditions d'exploitation et la répression, mais dans le même temps revendique une meilleur répartition des ressources tirées de l'exploitation de l'Uranium (sic!).

AREVA exploite une mine d'uranium à 7 km d'Arlit, ville de 60000 habitant-e-s. Les conditions de travail

des travailleurs nomades sont des plus précaires et des plus dangereuses. Absence de formation, de dosimétrie, travailleurs remontant couverts de poussières radioactives. Faune et flore sont détruites, tandis que eau et air sont pollués. En 1982, Roger moody écrivait déjà pour WISE : « *Ici, des gens parmi les plus pauvres de la planète travaillent dans un environnement parmi les plus mortels qui soient pour fournir l'énergie aux norias de trains mus à l'électricité des nations les plus riches et alimenter leurs bombes en combustible.* »

Par ailleurs, la Cogema puise son eau dans le sous-sol de sa mine. Puis bonne fille, l'achemine vers la ville où elle est distribuée gratuitement au bon peuple. En 2007, l'émission 90 minutes de canal+ révélait que le niveau de radioactivité de cette eau dépassait plus de 40 fois les normes déjà fort peu drastiques admises par l'OMS.

La Crii-Rad, laboratoire indépendant, a fait un long travail sur cette question de l'impact sanitaire. Ce travail a été confronté à de nombreux freins. Les résultats de leurs études sont disponibles sur leur site.

Depuis plusieurs mois, des réfugiés politiques touaregs de la guerre de l'uranium sillonnent la France pour présenter la situation.

C'est aussi ça le néo-colonialisme nucléaire, pendant de celui d'Elf. (Source : Haute tension n°2, mai 2008)

Inde - Le nucléaire ça tue aussi par balles. Mi avril dernier, la police indienne a tiré sur des opposant-e-s au projet de construction de réacteurs EPR par Areva à Jaïtapour, dans la province du maharashtra, à 250km de Bombay. Des centaines de manifestant-e-s opposé-e-s au projet se sont attaqué au poste de police. Cette même police a alors répliqué. Bilan : un mort.

En décembre 2010, lors de sa visite en Inde, Nicolas Sarkozy annonce la future construction de 6 réacteurs à Jaitapour. Le projet rencontre immédiatement une opposition, surtout chez les pêcheurs et les paysans, soucieux de voir leurs ressources mises à mal par les rejets radioactifs. Pour ces familles, c'est un déménagement qui se profile. Les compensations financières proposées par Areva ont été jusqu'ici repoussées, et les promesses de création d'emploi semble laisser les locaux très sceptiques.

Etats-Unis - le 7 juin dernier la centrale nucléaire de Fort Calhoun au Nébraska est envahie par les eaux. La centrale, stoppée depuis plusieurs semaines au vue des risques dus aux intempéries, a brièvement perdue ses capacités de refroidissement des piscine où sont stockés les combustibles usagers. Des dégagements de fumée ont été observés.

Comme d'habitude les autorités ont assésés que tout était demeuré sous contrôle.

LE MEILLEUR DES MONDES NUCLEAIRE

Suède - En juillet 2006, le réacteur n°1 de la centrale nucléaire suédoise de Forsmark a failli vivre un scénario de fusion du cœur du réacteur. Comme pour Fukushima c'est le système de refroidissement qui est en cause. Cette fois pas de tsunami, ni d'inondation, mais bel et bien un court circuit à l'extérieur de l'enceinte qui l'isole du circuit électrique national.

Des générateurs électriques auxiliaires doivent alors normalement se déclencher, mais ceux-ci semblent avoir été endommagé par le court-circuit. Deux des quatre groupes électrogènes ne démarrent pas.

Finalement la fusion ne sera évitée qu'à quelques minutes près, et l'incident pourtant conséquent restera relativement confidentiel.

Cet incident pointe une nouvelle fois toutes les limites de l'idéologie du retour d'expérience tant vantée par les nucléocrates. Chaque incident se produit en dehors des protocoles établis sur des établissements nucléaires qui sont souvent bien différents tant dans leur conception que dans leurs modes de d'organisation du personnel.

Irak - Durant la guerre du golf - mais également la guerre du Kosovo, en Somalie, en Haiti et la guerre d'Irak - des munitions à l'uranium appauvri sont utilisées par les forces armées de la coalition occidentale. L'uranium appauvri est de l'uranium dont la composition isotopique comporte une faible abondance des isotopes légers. Plus faiblement radioactif que l'uranium naturel, ce sous-produit des usines d'enrichissement et des centres de traitement des combustibles usés est utilisé par l'armée au vue de sa force de pénétration.

Il est donc utilisé pour construire des obus anti-char ou anti-bunker à même de pénétrer les blindages.

Seulement ces munitions jonchent aujourd'hui le désert irakien avec les conséquences sanitaires que l'on devine.

Par ailleurs, dans ces munitions ont été retrouvées des traces d'isotopes issus de cœurs de réacteurs nucléaires civils. Ce qui semble signifier que les Etats nucléaristes n'hésitent pas à recourir à ce procédé pour se débarrasser de déchets nucléaires encombrants et ainsi recycler les sous produits des centrales nucléaires et des usines d'enrichissement...

Gueugnon - Aux abords du stade de football Jean Laville de Gueugnon, quelques 235000 tonnes de déchets radioactifs sont enterrés De 1955 à 1980, la ville a hébergé une usine de traitement de minerais et de pré-concentrés d'uranium appartenant à la Cogema (aujourd'hui Areva).

Quand l'usine ferme, les déchets sont jetés dans des gravières et vaguement recouverts. Les signalisations qui

préviennent du danger disparaissent avec le temps. Aux abords de la rivière, il y a aujourd'hui encore 100 fois plus de radioactivité que la normale.

Il n'est pas rare aujourd'hui de tomber sur ce genre de site nucléaire oublié avec le temps et que les industriels trop heureux de se débarrasser à si peu de frais de déchets bien encombrants, oublie opportunément de signaler. Il en a été de même avec du remblais qui contenait des traces d'uranium issu des mines françaises. Un remblais bien peu onéreux à l'époque.

Vienne - L'AIEA a proposé le 17 août 2008 la « mutation incitée des plantes ». Quelque 600 scientifiques et cultivateurs, invités par l'agence nucléaire onusienne AIEA, ont examiné le 17 août à Vienne, les moyens d'améliorer, grâce aux radiations, les cultures de produits alimentaires. La mutation incitée des plantes est une technique lancée il y a 80 ans par le biais de laquelle on utilise l'irradiation pour réorganiser la composition génétique des plantes afin de les rendre plus résistantes aux maladies ou augmenter leur rendement.

Fukushima - Les autorités japonaises envisageraient de construire un parc éolien offshore au large de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima."Ceci entre dans le cadre des efforts du gouvernement pour reconstruire la région tout en promouvant une énergie renouvelable", selon l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie.

Comme pour Sellafield, il s'agit de masquer l'accident et de se forger une nouvelle image d'énergie propre, et ce à quelques kilomètres d'un lieu sinistré pour des centaines d'années par les tenants de l'énergie nucléaire. Une sorte de nouvelle version de « du passé faisons table rase »

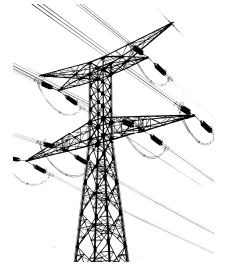
Inutile de préciser qu'il y aura des écologistes pour applaudir le projet...

Belgique - L'agence fédérale de contrôle nucléaire a envoyé une lettre à tous les hôpitaux et crématorium du pays pour préconiser l'inhumation des dépouilles irradiées.

« L'utilisation des substances radioactives à des fins médicales ne cesse de croître. Et le nombre annuel de créations augmente continuellement. », déclare l'agence. Le défunt devient alors une source radioactive, s'il n'a pas éliminé les substances radioactives qui lui ont été administrées par voie naturelle.

La recommandation ne dit pas ce que deviennent ces substances habituellement éliminées par les patients soumis au nucléaire médical qui soigne par ailleurs des dégénérescences cancéreuses entre autres produites par la société industrielle et notamment le nucléaire.

CONTRE LE NUCLEAIRE... DE FUKUSIMA AUX LIGNES THT !



La ligne Très Haute Tension (THT) Cotentin Maine relie le projet de réacteur nouvelle génération EPR en construction à Flamanville au réseau existant. C'est l'une des nombreuses cicatrices, celle-là plus manifeste et visible que la radioactivité rejetée par les autres installations nucléaires, que l'Etat nucléariste nous impose. Cette THT produira en fonctionnement un champ électromagnétique particulièrement nocif pour la santé.

Ce projet, plus encore que le projet EPR en lui-même, implanté en pleine terre nucléaire, dans la presqu'île de La Hague, conquise à grands renforts d'argent et de résignation, a donné lieu à de fortes mobilisations depuis 2006. Pourtant depuis quelques mois la lutte semble avoir du mal à trouver un second souffle, et ce, au moment même où l'on annonce l'arrivée des premiers pylônes pour fin 2011, début 2012.

Les raisons de cette résignation progressive sont difficiles à déterminer mais quelques pistes peuvent être soulevées : l'avancée du chantier EPR malgré ses nombreux déboires; le recul des élus locaux et des municipalités petit-à-petit conquis par les arguments financiers de RTE (le réseau de transport d'électricité); les compensations financières offertes aux agriculteurs et propriétaires concernés par le passage de la ligne avec la complicité active de la FDSEA (le syndicat agricole pro-nucléaire); la concentration de la lutte autour du juridique et des contre-enquêtes, avec l'illusion qu'il suffisait de mettre l'Etat promoteur du nucléaire devant ses passe-droits et de l'informer pour qu'il revienne sur son projet; la fabrication de la résignation par les médias locaux; le reflux du mouvement antinucléaire agité par des conflits internes; le recul d'une partie du mouvement écologiste (Greenpeace, Europe Ecologie, FNE, etc.) faisant du nucléaire une question seconde face à l'urgence climatique; le choix définitif du tracé réduisant le nombre de personnes directement concernées par les effets des champs électromagnétiques, les nombreuses défaites sur les autres terrains de lutte; la précarisation de nos conditions de vie qui place l'urgence ailleurs, etc. Ce qui semble clair c'est que ce qui était il y a encore quelques mois directement vécu par la lutte est aujourd'hui vécu à distance, en spectateur, dans un frustrant sentiment d'impuissance. C'est comme si nous avions été dépossédés de notre lutte, et que face au désastre en cours nous étions tel des boxeurs acculés dans les cordes.

Cependant, malgré cette apparente résignation, l'hostilité au projet reste bien présente. 800 personnes manifestaient à Diélette devant la centrale de Flamanville en avril dernier. Des déboulonnages publics de pylônes THT ont eu lieu en amont. Et d'autres plus clandestins visant à fragiliser les édifices semblent également avoir proliférés selon ce récent appel à déboulonner lancé sur Indymédia Nantes (<http://nantes.indymedia.org/article/24294>—appel à la suite du texte qui suit). Le combat contre le nucléaire, l'EPR et les THT, ne se gagnera pas avec un bulletin de vote, mais seulement avec un mouvement capable de faire plier l'Etat.

Nous reproduisons ici le texte « Contre le nucléaire, de Fukushima aux lignes THT » qui a été diffusé cet été sur le marché de Villedieu-les-Poêles en Sud-Manche ■

***La ligne THT Cotentin Maine :** c'est une ligne très haute tension de 400000 volts qui reliera la nouvelle centrale nucléaire EPR de Flamanville au réseau électrique. Elle est construite par RTE—Réseau de Transport d'Electricité.

***La Manche Libre et certain-e-s élu-e-s locaux défendent l'enfouissement des lignes,** ce qui ne règle en rien la question de la nocivité électromagnétique des lignes, et pas davantage celle du recours à l'énergie nucléaire.

Le 11 juin dernier, la Presse de la Manche titrait « Saint-Hilaire sous la ligne, la campagne se résigne. » afin d'anéantir stratégiquement toute volonté de mobilisations et de contestations de la population locale contre le projet de ligne THT* dont le tracé a été révélé ce même jour... A cette provocation, menée par ceux et celles qui cherchent davantage qu'à enfouir les lignes, à enfouir la contestation*, nous ne répondrons pas en retour que sous cette résignation apparente s'organise la riposte.

Dans le mortainais 17 communes verront leur territoire balafé par la ligne 400 000 volts. De Saint-Laurent de Cuves à Fougerolles du Plessis, RTE prévoit l'installation d'un pylône tous les 500 mètres en moyenne et d'une

hauteur de 45 à 60 mètres.

Tous-tes concerné-e-s par la lutte contre le nucléaire...

Lutter contre les lignes THT, c'est lutter plus globalement contre la production d'énergie nucléaire parce que les 58 réacteurs implantés en France, comme l'a prouvé Fukushima en mars dernier, sont des bombes à retardement qui menacent à tout moment d'exterminer la population vivant à proximité et ailleurs et risquent de contaminer durablement l'ensemble de la planète. Ainsi, selon Hélien Caldicott, experte sur la question des risques nucléaires, Tchernobyl a contaminé 40% de l'Europe et a fait plus d'un million de victimes.. Il faut

ajouter à cette menace les 1 200 tonnes de déchets radioactifs produits tous les ans en France dont certains comme le plutonium perdent leur nocivité au bout de 240 000 ans.

Et à Fukushima, bien que le silence l'ait médiatiquement emporté, la fusion des réacteurs perdure et avec elle la dissémination d'éléments radioactifs meurtriers, et ce pour des milliers d'années. L'ACRO* révélait dernièrement que la contamination radioactive d'enfants, mais également de la chaîne alimentaire via des légumes et l'eau était alarmante. Les autorités ne cherchent quant à elles qu'à minimiser les conséquences du désastre pour sauver l'économie du pays. Ainsi, les seuils de contamination « officiels » des enfants ont été relevés au niveau de ceux des travailleurs du nucléaire en France...

Et l'Europe est loin d'être épargnée. Dernièrement le syndicat CGT des douanes s'émouvait de se retrouver confronté à des colis radioactifs venus du Japon. Et pour chaque colis trouvé, combien passent entre les mailles du filet ?

Il est donc nécessaire de sortir immédiatement de l'ère nucléaire afin de limiter les dégâts et d'éviter que notre planète devienne une vaste poubelle radioactive.

...et les lignes THT !

En même temps, les lignes THT représentent elles aussi un danger immédiat. Plusieurs rapports, notamment de l'INSERM* et du CRIREM* ont prouvé que les rayonnements électromagnétiques émis de façon très importante par les lignes ont des conséquences sur la santé des êtres humains, des animaux et des végétaux vivant à proximité. Des chercheurs, tel que le Professeur Goldberg, ont constaté chez des personnes vivant près des lignes une baisse de 75% de l'action de certaines cellules immunitaires appelées leucocytes T qui, à long terme, est à l'origine de leucémies. Des travaux qui ont été menés sur des salarié-e-s de compagnies d'électricité, toujours par ce même professeur, et ce, sur une longue période (1970-1989) mettent en lumière une augmentation statistique des risques de leucémie aigüe non lymphoïde.

D'autres études indiquent un accroissement de leucémies chez les enfants résidant à proximité de lignes THT et on ne compte plus les effets indésirables comme les troubles visuels, nuisances sonores, pertes de mémoire, maux de tête, vertiges, état dépressif, manque de sommeil, apathie, agressivité, etc. On observe les mêmes risques chez les animaux avec une augmentation de leur agressivité, de leur stress et parfois même des comportements cannibales notamment chez les porcs. Augmentation aussi de leur taux de mortalité, des risques de mammite*.

L'Etat contre les populations : la carotte et le bâton.

En janvier dernier, RTE négociait avec la chambre d'agriculture de la Manche et la FNSEA une rallonge d'indemnisation supplémentaire de 1 million d'Euro pour les agriculteurs concernés par le tracé de la ligne THT. Le prix que l'on fixe pour acheter la résignation d'éventuels opposant-e-s, ça c'est la carotte.

Sur ce projet comme sur d'autres, comme celui des retraites, l'Etat est prêt à passer en force si des oppositions émergent. La construction de la nouvelle gendarmerie de Périers avec le soutien de RTE en est un bon exemple, celui du bâton.

Ceux et celles qui ont vécu la lutte antinucléaire des années 70 et 80 ne seront guère surpris tant ils ont côtoyé les gendarmes mobiles de Giscard à Plogoff, les grenades offensives à Malville, les voltigeurs à Cherbourg, les blindés de Mitterrand à Chooz et ses barbouzes à Oakland...

Parce que l'Etat ne soutient pas nos intérêts mais celui de ses ami-e-s, AREVA, BOUYGUES ou VINCI. Les intérêts économiques sont colossaux, et Sarkozy comme ses prédécesseurs n'est que le VPR des intérêts nucléocratiques.

Et puis, le nucléaire c'est un Monde qui dépasse ses simples installations et leurs nuisances et qui se prolonge bien au-delà de leur environnement immédiat, des lignes THT, au développement des lignes TGV, en passant par nos décors high-tech, nos villes illuminées. Sans oublier bien évidem-

*ACRO : Association pour la Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest - <http://www.acro.eu.org/> - est un laboratoire indépendant de contrôle de la radioactivité basé à Hérouville St Clair.

* INSERM : Institut de la Santé et de la Recherche Médicale.

* Mammite : inflammation des mamelles chez les vaches par la coagulation de leur lait.



Haute tension — Haute tension est le journal du CRAN (collectif radicalement antinucléaire) de Caen. Il sort épisodiquement. Les différents numéros font un suivi des luttes anti-EPR et THT du coin*

A3 recto-verso, Prix libre <http://www.anartoka.com/cran/>

***Déboullage : En avril dernier au moment du triste anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, un pylône THT était partiellement déboullé. Plusieurs boulons de l'édifice étaient ainsi retiré...**

A savoir : Si des géomètres ou toute autre personne de RTE pénètrent dans les champs, le propriétaire doit être prévenu par recommandé 5 jours avant. Ces personnes doivent être en mesure de présenter l'arrêté préfectoral auquel doit être annexé le plan cadastral avec le N° de la parcelle colorée. Mais pour cela la propriété se doit d'être close !

Source : CRILAN.

Le Site Stop-THT :

Les collectifs anti-THT ont leur site internet, le site stop THT. On y trouve des infos, des communiqués, des annonces de rassemblement, etc.

▪ <http://www.stop-tht.org/>



ment le soutien de dictatures qui permettent de récupérer de l'uranium comme au Niger, et les guerres avec leurs menaces atomiques permanentes et leurs résidus d'uranium appauvri.

Avec sa continuation et sa relance, il s'agit surtout de prolonger la société qui ne cesse de nous broyer avec ses flux de marchandises et d'énergie, ses OGM, ses nanotechnologies, ses centres de rétention, ses rapports de pouvoir et d'exploitation, ses mesures d'austérité...

Nous n'avons d'autre choix que de lutter.

C'est pourquoi il est nécessaire aujourd'hui, au moment même où l'Etat (Conseil régional, Préfecture,...) est convaincu de l'anéantissement de toute forme de contestation dans la population locale, de continuer à informer sur les risques que court la population, la faune et la flore et de s'organiser. Il est également nécessaire de réactiver en chacun-e l'envie de résister à cet autoritarisme d'Etat afin de créer un rapport de force suffisamment conséquent pour anéantir toute possibilité pour RTE de construire cette nouvelle ligne. Les risques n'ont plus à être encourus par la population mais à retourner contre l'Etat et ses projets assassins.

Parce qu'il ne suffira pas de porter un bulletin de vote en 2012 pour stopper ce projet. En 2007, cette stratégie avait déjà participé à nous démobiliser. Et

l'exemple du vote pro EPR de la région Basse-Normandie dans le cadre d'une alliance de gauche et écologiste en 2004 nous a donné un indice sur ce que ces illusions véhiculaient.

Nous n'avons d'autre choix que de lutter par nous-mêmes et pour nous-mêmes. En avril dernier, un pylône THT était déboullé montrant ainsi toute la vulnérabilité de leurs projets*. Ceux-ci comme l'avancement des travaux peuvent être contrecarrés de bien des manières. Le 15 octobre prochain se tiendra également à Rennes une manifestation contre le nucléaire. Autant d'occasions de s'opposer aux défenseurs du nucléaire et des THT.

Certain-e-s nous ont ouvert des pistes de réflexion en matière de lutte. A Notre Dames des Landes, près de Nantes, des opposant-e-s à la construction d'un nouvel aéroport occupent les maisons expropriées. En Bolivie, des communautés indiennes se sont mobilisées pour déjouer un projet de ventes de concessions minières sur leurs terres. En Val de Suse, en Italie, plus de 40 000 personnes ont assailli le chantier de construction du nouveau TGV Lyon Turin menaçant la vie de leur vallée. Et il y a de cela plusieurs années, les habitant-e-s de Plogoff et leurs soutiens avaient montré comment une lutte populaire peut défaire un projet de centrale...

NOUS N'AVONS D'AUTANT MOINS LE CHOIX QUE LES PREMIERS TRAVAUX POURRAIENT DEBUTER EN FIN D'ANNEE...

▪ Quelques antinucléaires de Caen et

d'ailleurs...

Juillet 2011— Contact, infos : CRAN@no-log.org

La chasse aux boulons est ouverte !

Depuis quelques temps déjà, la lutte contre la société nucléaire se cristallise autour de la relance de l'atome dans l'hexagone.

Si l'arrêt de la construction du nouveau réacteur EPR dans le Cotentin sera plus facilement obtainable par une courageuse décision politique, il est un autre chantier dont il est fort à parier que sa déconstruction se gagnera sur le terrain : la ligne THT (Très Haute Tension) cotentin Maine.

Après 4 ans d'un combat juridique qui arrive à bout de souffle, les permis de construire des 300 pylônes qui vont balafre 3 départements de l'ouest, le combat doit désormais passer par l'action directe.

Les tentacules électriques sont le symbole d'une énergie destructrice et sans cesse imposée à coups de matraques.

S'opposer à la grangrène galopante de l'électricité permet de reprendre goût à la liberté que le monde nucléaire nous a volé et montré aussi à quel point ce système est fragile et vulnérable.

En déboullant, pour l'instant de manière symbolique, les pylônes existants, l'objectif est d'établir un rapport de force capable de faire vaciller RTE (le gestionnaire des lignes THT) et de lui montrer que derrière chaque kWh transporté il cautionne un marché unique basé sur la spéculation financière et le pillage des ressources.

nous appelons à déboullonner partout en France les pylônes existants et surtout ceux en construction afin, comme le disait EDF : " de devoir mettre un flic derrière chaque pylône" ce qui ferait naître un vent de révolte incontrôlable et imposerait à RTE et EDF de renoncer à leur projet criminels.

A bas le nucléaire et sa société policière !

Vidéo :

http://www.dailymotion.com/video/xkh1nc_le-depyllage-pour-les-nuls_news

Chantier EPR de Flamanville : Un point sur la situation.

Clara Osadtch, porte parole régionale d'EELV et conseillère régionale, rappelle :
« Evidemment, il ne s'agit pas de fermer le chantier du jour au lendemain. »

Cet article, non exhaustif, vise à faire un rapide point sur la situation du chantier EPR de Flamanville. Pour cette raison il est essentiellement factuel. Ce que la conseillère régionale d'Europe Ecologie Les Verts, qui a bien intégré sa leçon sur la sortie différée en 30 ans du nucléaire, oublie c'est qu'il n'y a pas plusieurs scénarios pour arrêter un chantier. De plus, s'il y a évidemment urgence à le stopper, il s'agit surtout d'envisager une sortie définitive du nucléaire et de son monde.

Le premier chantier EPR a débuté début 2005 à Olkiluto en Finlande. Un autre est en projet à Penly (en Haute Normandie) ainsi qu'en Chine.

En France, le prototype EPR Siemens-Framatom, ce réacteur dit de « nouvelle génération », incarne la relance du programme électro-nucléaire au delà des 58 réacteurs existants.

Pour la construction de ce réacteur nucléaire de troisième génération, qui suppose également la mise en place d'un nouveau tronçon de THT entre le Cotentin et le Maine, c'est le site de Flamanville, dans le Nord Cotentin qui a été retenu.

Ce site n'a bien sûr pas été choisi au hasard. La région de Cherbourg est colonisée depuis des dizaines d'années par le nucléaire civil et militaire avec ses chantiers navals militaires où sont construits les sous-marins atomiques, son centre de retraitement de déchets radioactifs de La Hague, son centre de stockage de déchets de Digulleville, sa centrale électronucléaire de Flamanville. La population est aujourd'hui conquise par le nucléaire et ses retombées ou bien souvent résignée. L'opposition locale, quant à elle, est minoritaire, marginalisée. Seuls quelques petits groupes, associations dont Greenpeace et le CRILAN tentent encore de se faire entendre et de porter une critique antinucléaire.

La loi d'orientation sur l'énergie, votée en Juillet 2005, a entériné la décision

de la construction de l'EPR. Cette prise de décision a lieu en amont de l'espace de discussion, d'expression des avis contradictoires que serait censé être un débat public. En effet, celui-ci n'a commencé qu'en Octobre 2005 (jusqu'en février 2006) soit après le vote de la loi. Pendant ce même débat public, EDF ne se prive pas de lancer des appels d'offre. En Juillet 2005, 6 militants de Greenpeace occupent une plateforme au large de la centrale de Flamanville. Elle sert à des études du fond marin, préliminaires à la construction de l'EPR, et à la mise en place d'un conduit de rejets radioactifs et chimiques.

Quant à l'enquête publique, elle se déroule lors des vacances, à partir de mi-juin 2006. Le début de la construction de l'EPR commencent en décembre 2007.

A ce jour, la mise en service est annoncée pour 2016, ce qui représente 4 ans de retard. L'estimation du coût a doublé par rapport aux prévisions du début. Elle est de 6 milliards d'euros.

Le chantier de l'EPR à Flamanville en tant que tel, son image de vitrine du nucléaire est « écorchée » : problèmes techniques, sous-traitance, conditions de vie et de travail des ouvriers, accidents, décès... ne peuvent être dissimulés. Ils sont rendus publics, mais bien entendu ne le remettent pas en cause.

Au fur et à mesure des mois, plusieurs défaillances sont signalées par l'ASN, pourtant bien peu encline à la critique,

Infos sur le site du **CRI-LAN**, et CRILAN Info :
<http://www.s323409623.onlinehome.fr/crilan/>

La Tentation totalisante

— Remarques sur la nucléarisation du monde en Nord-Cotentin, Miguel Anger, juin 2001.

« Le risque nucléaire n'existe pas, je le sais, je l'ai vécu ». C'est ainsi que débute cette courte brochure publiée par le CRAN. Le texte décrit cette terre totalement colonisée par l'industrie nucléaire, des paysages aux imaginaires en passant bien évidemment par les radionucléides. Il analyse par ailleurs les phénomènes de dépossession qui s'y déploient, et comment tout à chacun est devenu totalement soumis aux aléas des experts de tous poils et au règne du pognon.

Il revient également sur les phénomènes de cristallisation totalitaires qui surgissent dès que le pouvoir nucléaire est remis en cause. Mais aussi sur la cécité qui s'empare des habitant-e-s du coin lorsqu'il s'agit de nucléaire ■

Pour le recrutement, une agence **pôle emploi** a été installée dans le bâtiment (rénové) de la cantine de l'ancienne mine, accolé au chantier.

Depuis l'origine du projet EDF et les municipalités successives de Flamanville ont joué sur l'identité ouvrière et la mine de fer de Diélette, construisant la centrale à l'emplacement même de la mine.

Le site **Bastamag** sur lequel on peut lire un article sur la base logistique du chantier : <http://www.bastamag.net/>

Le P.S.I.G. de Flamanville.

Depuis quelques mois le PSIG, Peloton Spécial d'Intervention de Gendarmerie, a déménagé de Cherbourg aux abords de la centrale nucléaire de Flamanville. Le peloton a vu ses effectifs augmenter de 25 à 35 unités. Les contrôles se sont renforcés aux abords du site nucléaire en chantier, surtout pour les opposant-e-s.

Lors d'un récent rassemblement le 26 avril dernier, ces PSIG avaient sorti des motos tout terrain pour escorter les manifestant-e-s dans les chasses flamanvillaises.

Dans les années 70, au moment des premières oppositions, c'était des pelotons de mobiles qui logeaient alors à Siouville en permanence. Ils étaient alors 80.

Une nouvelle preuve que société nucléaire rime avec société policière... et surveillance généralisée ■

*Haute tension n°2,
Feuille d'info du CRAN,
- mai 2008*

telles que des malfaçons dans le gros-œuvre, des défauts de coulage du béton, de soudage et de ferrailage. Mais il ne faut pas se leurrer, l'ASN cherche ainsi à redorer son blason de contrôleur du nucléaire. Combien de défaillances sont elles oubliées ou tuées?

Par ailleurs, plusieurs difficultés, des non réponses techniques sont pointées du doigt: la non résistance à la chute d'un avion gros porteur, défaut du système de contrôle commande, blocage des grappes de contrôle, incertitudes sur le type de combustible...

Plusieurs accidents de travail sont signalés mais ceux-ci sont également sous-estimés -dixit l'ASN-. Le parquet de Cherbourg a ouvert une enquête préliminaire pour « travail dissimulé et pour sous déclaration d'accidents de travail ». Un accident sur quatre n'est pas déclaré. En 2010, ils représentent 112 non déclarés contre 377 déclarés. Suite aux déclarations concernant des irrégularités relatives à la législation sociale, Bouygues a remercié, en juin 2011, un de ses nombreux sous-traitant (la société Atlanco). Les salariés de cette entreprise de travail temporaire ont donc du plier bagages sur un week end, certains ouvriers ayant pourtant un contrat allant jusqu'en 2012.

Le 23 mars 2010, un grutier fait valoir son droit de retrait. C'est en fait la seconde fois qu'il refuse une manipulation en mettant en avant la sécurité des ouvriers au sol. Cette fois-ci, il s'oppose à déplacer un échafaudage. Or son employeur voit les choses différemment. Après consultation d'experts, Bouygues annonce qu'il n'y avait pas de danger: « Face au refus répété du collaborateur de reprendre son travail, nous avons été contraints de le licencier ». Source: Ouest France 16 avril 2010. Si certains ouvriers se soucient du manque de sécurité, certains en font les frais et le paient de leur vie,

Le 11 Juin 2010 un salarié de 32 ans, de la société Endel, fait une chute mortelle de 10m. En Janvier 2011, un salarié de la société Normetal décède suite à une chute d'environ 14m. Il tombe d'un échafaudage à la suite d'un choc du chargement d'une grue.

Par ailleurs, les conditions de vie d'au moins une partie des travailleurs du chantier sont déplorables. La « Base de vie » sur la commune des Pieux, à 5km de Flamanville, regroupe 200 mobile home pour 400 travailleurs venant de différents pays. Ceux-ci vivent entre un lotissement et un centre de loisirs. Il n'y a pas de salle commune, pas de cours d'alphabétisation, les visites sont doivent respecter des horaires, aucune activité en dehors de la télévision. Cette situation est en contradiction avec les accords passés avec les syndicats en 1978. (Pour plus de détails voir l'article de N.Weiler disponible sur le site bastamag.net)

Une fois de plus, en matière de nucléaire, peu importe ce qu'il y a autour il faut que ça avance.

Ce qu'il restait du paysage autour du site a de nouveau était foutu en l'air par ce nouveau projet. Le quai du port de Diélette (juste à côté de la centrale) a été réaménagé pour permettre l'acheminement des pièces malgré la réaction et l'hostilité d'une partie des habitants. De la même manière, une nouvelle voie d'accès au site, à travers champs, a été construite entre celui-ci et le château de Flamanville. D'autres routes existantes ont aussi été élargies pour permettre le passage des convois de matériaux.

Et il n'y a pas que les aménagements qui envahissent le paysage, la police contrôle également le territoire. Autour du site la présence du PSIG a été renforcée. Les forces de l'ordre sont visibles lors des rassemblements mais également de manière plus régulière et multiplient les contrôles d'identité des opposants.

Le chantier EPR, présenté par les élus locaux et EDF comme un nouvel eldorado, n'aura apporté qu'exploitation, précarité, vulnérabilité à ceux et celles qui y ont travaillé. Présenté comme plus sûr et pourtant dès maintenant bourré de mal-façons il nous prépare, s'il fonctionne un jour, un sacré retour d'expérience.■

Le texte qui suit revient sur le blocage du train castor transportant en novembre 2010 des déchets nucléaires de La Hague où ils sont retraités par AREVA vers Gorleben en Allemagne où ces « colis », comme les appellent d'un bel euphémisme les industriels du nucléaire, seront stockés. Il a été publié dans la revue anarchiste caennaise Brasero en février 2011.

BLOCAGE DE TRAIN NUCLEAIRE DE NOVEMBRE : De la désobéissance à l'idéologie de la désobéissance.

Le 5 novembre dernier, un train de déchets radioactifs en partance pour Gorleben en Allemagne passait en gare de Caen. Ce transport a donné lieu à une forte mobilisation côté français et allemand et à des actions sur Caen. En plein mouvement sur les retraites, ce train a été bloqué pendant près de 3 heures par le GANVA, groupe désobéissant anti-nucléaire, avant d'être ralenti encore davantage en Allemagne par des milliers de personnes mobilisées outre Rhin. Le blocage caennais a donné suite à une répression exemplaire de ce que la société nucléaire prévoit pour ses opposant-e-s : procès, amendes fara-mineuses, et violences policières volontaires. Un retour d'expérience s'impose. A ce retour, est joint le texte *Contre le train train nucléaire* distribué par « quelques antinucléaires engagé-e-s dans la bataille du rail » distribué le jour du procès des militant-e-s du GANVA.

Un train qui peut en cacher d'autres.

Régulièrement, des déchets nucléaires passent en gare, en direction du terminal de Valognes puis de La Hague ou vers les pays contractants. Ils passent dans le plus grand silence dans des gares, avec leur cortège de radioactivité et de flics... des convois si banals...

Celui du 05 novembre a fait plus de bruit que les autres parce qu'il a été pris pour cible par les antinucléaires français et allemands. En effet, ce convoi ramène des déchets vers le centre d'enfouissement de Gorleben en Allemagne. La Hague c'est un centre où l'on retraite des combustibles usés issus des centrales nucléaires, notamment allemandes, mais également de France et de tas d'autres pays contractants en vue de séparer les matières encore présentes, de vitrifier les déchets hautement radioactifs pour les entreposer ou de les renvoyer vers les pays contractants.

Ce 5 novembre 2010, c'est l'un des convois les plus volumineux, avec ses onze wagons castors*, qui n'ait jamais transporté de déchets radioactifs qui doit parcourir France et Allemagne pour rejoindre la petite ville de Basse Saxe de Gorleben où les déchets allemands sont stockés en attente d'une « solution ». C'est vers un pays qui sait fortement se mobiliser que ces déchets radioactifs repartent et c'est ce que visent les antinucléaires : joindre les mobilisations françaises et allemandes, et mettre sous les

projecteurs ces transports si banals.

Montrer ce que les nucléocrates veulent cacher.

A l'appel des réseaux citoyennistes et écologistes - réseau sortir du nucléaire, Europe écologie, NPA, Greenpeace - un rassemblement était prévu en gare de Caen. Ce rassemblement ne devait pour ces organisations donner aucunement lieu à un blocage du train. Les organisations françaises refusent de bloquer les retours de déchets estimant que La Hague n'a pas pour finalité de demeurer la poubelle nucléaire du reste du monde. Tandis qu'en Allemagne les manifestations massives n'ayant souvent lieu qu'autour des centres d'enfouissement, ce sont les retours qui sont principalement visés. Bref, les merdes générées par le nucléaire personne n'en veut.

Par ailleurs, à l'initiative de l'AG intercatégorielle de lutte et de l'AG étudiante, une tentative de blocage du train devait avoir lieu dans la perspective d'un blocage économique autour des luttes sociales en cours.

En gare 100 à 150 personnes. Il y a possibilité d'entrer en gare lorsque le rassemblement débute. Mais le train n'est toujours pas parti de Valognes. Bloquer alors, c'est le meilleur moyen de se faire rapidement et violemment dégager avant même que le train ne passe par les nombreux flics sur place : la section d'intervention, la BAC, 12 cars de mobiles au parc



*La composition du train du 05 novembre : 2 locomotives, 6 wagons de CRS, 11 containers castors, 6 wagons de CRS, 2 locomotives, quelques minutes après suit un train de 4 à 5 locomotives (de rechange?); et bien sûr le long du trajet des dispositifs policier et de surveillance conséquents, un hélicoptère qui survole, etc

GANVA : Qui sommes nous ? Que défendons nous ?

Il y a quelques années, les personnes impliquées dans le Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires avaient estimé important de rédiger une petite charte pour consolider un peu des positionnements qui s'étaient établis surtout au fur et à mesure des actions : Ce groupe affinitaire est informel et autonome, sans existence légale. Il regroupe des femmes et des hommes désireux de s'opposer fermement au nucléaire civil et militaire. Nous pouvons utiliser le large spectre des actions directes non-violentes et de désobéissance si elles sont revendiquées et respectent l'intégrité physique des personnes.

Nous rejetons l'autoritarisme et la violence de l'Etat et des industriels nucléaires, donc nous excluons ces principes dans notre fonctionnement et nos actions.

Nous avons comme valeurs fondamentales la non-violence, la solidarité et l'autogestion.

En cette fin d'année 2010, nous sentons qu'il faut aller un peu plus dans les détails. Nous sommes conscients de la diversité des membres du groupe et donc nous ne cherchons pas à écrire une idéologie qui devrait nous guider. De plus, beaucoup dans le groupe agissent ailleurs différemment ou semblablement.

Voici quelques positionnements politiques :

Nous sommes animés, avant tout, par l'idée d'agir concrètement, de se rapprocher un pouvoir d'interférence avec le système qui a permis au nucléaire de se développer et qui lui permet de se maintenir. Ces outils sont ceux de l'action directe non-violente et de la désobéissance civile. Lié à cela, nous attachons une grande importance à diffuser les cultures de l'autogestion. La sortie du nucléaire n'est pas seulement qu'un enjeu technique ou écologique, c'est avant tout un enjeu démocratique. Et la démocratie pour nous n'est pas celle qui se dit "représentative".

Cependant nous ne voulons pas être des donneurs de leçons. Nous ne sommes pas des experts politiques ou stratégiques, mais nous sentons bien qu'une conflictualité est nécessaire. Cette conflictualité, que parfois nous arrivons à créer, à relancer ou à illustrer, doit être reprise par une masse plus importante de gens, par d'autres actions, par des interpellations directes, par d'éventuelles attaques juridiques. Si une personne peut appuyer un rapport de force dans l'institution dans laquelle il se trouve, pourquoi pas ? Nous ne ferons pas campagne pour cela, mais à chacun, avec les outils dont il dispose, d'aider à nous sortir toutes et tous du nucléaire, et du système oppressif dans lequel il se trouve.

au train, etc.

Vers 15h à l'approche du train nous rentrons massivement dans le hall. La section d'intervention bloque déjà l'accès aux voies. Ça gueule : *"société nucléaire, société policière"*, « *Ni civil, ni militaire, arrêt du nucléaire* », *"le nucléaire c'est des emplois dans les cimetières et les commissariats"*, *"société nucléaire, société policière"*. Ça bouscule. Les voyageurs sont bloqués par des flics obtus (pléonasme).

Bloquer et ralentir la machine nucléaire.

A 15h40 nous apprenons que le GANVA a bloqué le train au niveau de la Cavée. Un cortège s'ébranle pour soutenir les compagnon-ne-s enchaîné-e-s aux voies. A la cavée, près de la prairie, une soixantaine de personnes s'aventure sur les voies, y dispose des parpaings. Il-elle-sont rapidement et sans violence évacués par les gendarmes mobiles sur place. On croise un hélico, plusieurs cars de mobiles, la nationale et des pompiers. A ce moment, deux militantes du GANVA sont évacuées et placées en garde à vue. 5 autres militant-e-s sont encore chaînées aux voies. Le dispositif policier cache les enchaînés derrière des ban-



deroles et commence à découper à la meuleuse les tubes qui enchaînent les militant-e-s aux voies, et qu'eux-elles seules peuvent actionner. Il faudra 3 heures trente pour les débloquent. Trois enchaînés sont blessés lors de la désincarcération. Deux d'entre-eux par les brûlures occasionnées par la meuleuse. En effet, le même mobile s'occupera des différents enchaînés. Certains seront insultés, intimidés, provoqués. Et lorsque ceux-ci font part de douleurs dues aux brûlures, on leur répond qu'il n'avait pas à s'enchaîner. Bref, la routine des exactions policières. Finalement au bout de 3h30 les compagnon-ne-s sont tous désenchaîné-e-s, Un des compagnons est emmené à l'hôpital. Nous apprendrons a posteriori que les tendons de sa main sont touchés.

Les compagnon-ne-s ont passé la nuit au commissariat de Caen.

En soirée le train redémarre. A son passage un compteur Geiger révèle qu'à 20 m du convoi le taux de radioactivité est 12 à 14 fois supérieur à la radioactivité naturelle. Ce qui nous a consolé c'est que les

gardes mobiles étaient bien plus près !

A noter la présence en soirée d'un des élus Europe écologie s'étant il y a quelques années abstenu sur une motion pro-EPR au Conseil régional de Basse-Normandie permettant à cette motion pro-nucléaire de gauche de passer ...

En Allemagne, la mobilisation s'amplifie.

Après Caen, au vue des retards et sans doute pour éviter d'éventuels autres blocages, le train change d'itinéraire. Quelques incidents et rassemblements ont tout de même lieu sur son passage ou en marge. Un groupe d'activistes annonce avoir réussi à balancer de la peinture sur le train non loin de Rouen. A Hoenheim, des échauffourées ont lieu lorsque des CRS dispersent violemment les manifestant-e-s pour qu'ils s'éloignent des voies. Le train traverse Strasbourg et se dirige vers Kehl avec un nouveau chan-

gement de trajet. Il semble que ce soit la première fois qu'un transport de déchets traverse une agglomération aussi peuplée que Strasbourg. Dans chaque ville les élu-e-s écolo-

gistes se plaignent de ne pas avoir été prévenu-e-s tentant ainsi de nous faire croire qu'il pourrait exister une gestion plus citoyenne et démocratique du nucléaire... Face à la matraque les lettres de protestation.

Côté allemand, tension et mobilisation montent d'un cran. Ce sont des milliers de personnes qui sont mobilisées. Il faut dire que l'enjeu est double : combattre ces convois et de surcroît manifester une opposition au nucléaire à un moment où l'Etat envisage de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires allemandes remettant ainsi en cause la sortie programmée et factice du nucléaire en Allemagne et l'accord rose-vert obtenu quelques années plus tôt. Les Grünen, verts allemands, qui avait fait de cet accord, leur grande victoire au milieu d'un océan de compromis, notamment sociaux, sont obligés de monter au créneau pour se refaire une santé.

Une dizaine de militant-e-s de Geenpeace sont arrêté à Lauterburg dans un hangar non loin de la gare. A Berg, plus

d'un millier de personnes occupent les voies, 3 militant-e-s sont enchaîné-e-s à des blocs de béton.. A Dannenberg, une manifestation regroupe une dizaine de milliers de manifestant-e-s. A Altmorschen une action de blocage retarde le train de plus de 2h. Des activistes s'étaient suspendus à des ponts, les trains sont passés au ralenti sans stopper. Des contrôles massifs ont lieu autour des chemins menant aux voies. A l'ouest de Harlingen, une centaine de manifestant-e-s se chainent entre eux-elles sur les voies. Ils sont évacués. A Dannenberg ce sont près de 5000 personnes qui bloquent, tandis qu'à Grönhägen des manifestant-e-s s'en prennent au ballaste qui soutient les voies, ce qui devrait contraindre le train à stopper, ce qu'il ne fera pas. Là, la police rentre dans le tas lorsqu'elle cherche à évacuer les voies. Des fusées de détresse sont balancées vers les flics Un Véhicule blindé est aspergé de goudron, avant que ses assaillants tentent de l'incendier.

En Allemagne, le long du passage du train, se sont de mobilisations massives et déterminées qui ont eu lieu, qui l'ont retardé de plusieurs heures, et qui ont contraint les Etats allemands et français à mobiliser plusieurs milliers de flics, démontrant une nouvelle fois le caractère policier de la société nucléaire.

En décembre, un procès à charge.

En décembre, s'ouvre le procès des 7 interpellé-e-s de Caen. Un rassemblement devant le tribunal de Caen est organisé par un comité de soutien*. 300 personnes avec tentes, infokiosk et cantines manifestent leur solidarité avec les inculpé-e-s.

D'entrée le procès sonne comme une instruction à charge. La plainte contre les violences policières a été classée par le juge. La suite du procès sera du même acabit. Le juge sonne la charge et elle est loin d'être légère : les prévenu-e-s n'ont aucune légitimité à avoir stoppé le train puisqu'il n'est pas dangereux (sic!), ils ne connaissent rien en matière scientifique, la désobéissance c'est le début du fascisme (re sic!). Et tout ça, entouré d'un dispositif policier totalement hallucinant. Et dans les mémoires sonne déjà les réminiscences orwelliennes de 1984 : « *la guerre c'est la paix* », « *la liberté c'est l'esclavage* ».

Rien d'étonnant à ce qu'un juge défende si opiniâtrement la loi, ni à ce qu'il soit totalement étranger à l'idée de liberté et d'insoumission, puisqu'en priver un bon

nombre d'individu est son sacerdoce, mais d'habitude cette espèce en mal de légitimité tend à vouloir se montrer impartial sur le fond des dossiers. Là, nada. L'animal sans doute grisé par la forte présence policière cherche à produire une sorte de philosophie politique qui ressemble à s'y méprendre à un bouillon.

A la barre, la défense défend l'état de nécessité, au vue du danger du nucléaire et des transports et de l'absence de démocratie qui a entouré la mise en place du programme nucléaire en France. Les témoins de la défense se succèdent. Yannick Rousselet de Greenpeace France apporte son témoignage sur des actions de blocages antérieures, sur le fait qu'elles avaient été beaucoup moins violemment réprimées. Il insiste également sur le fait que les actions de Greenpeace contre les immersions de déchets radioactifs à la mer avaient contribué à que les gouvernements finissent par y renoncer. Un des compagnons de route de Lanza del Vasto, J-B Libouban, membre des communautés non violentes de l'Arche, est interrompu alors qu'il tente de justifier et de donner une filiation au combat non violent de la désobéissance. Un ancien délégué CHSCT de la SNCF intervient quant à lui sur les risques encourus par les cheminots aux abords des trains et souligne comment la SNCF délègue la gestion de la sécurité des « colis » nucléaires qui leur sont livrés à l'exploitant, AREVA. Un scientifique indépendant intervient de son côté sur les risques encourus et le danger que représentent ces transports. S'en suivent des arguments de forme autour des conditions de garde à vue cherchant à annuler l'ensemble de la procédure.

En janvier, plus de 20000€ d'amendes et du sursis.

Le 26 janvier, le jugement a été rendu. Les compagnon-ne-s ont été reconnu-e-s coupables des chefs d'inculpation d'entrave à la circulation et de préjudice d'image. La procédure en nullité requise par la défense a été rejetée. Les militant-e-s ont donc été condamné-e-s à un mois d'emprisonnement avec sursis et 1000€ d'amende. L'un d'entre eux ayant refusé la prise d'empreintes digitales lors de sa garde à vue a écopé de 500€ supplémentaires. Au civil, les militant-e-s sont condamné-e-s à verser 1€ de dommages et intérêts à Areva et 20 500€ à la SNCF. 1000€ de frais de justice ont été accor-



*Autour du procès une mobilisation a eu lieu sur Caen. Le samedi 04, un rassemblement est organisé pour annoncer le procès. Une agence EDF et des pubs sont redécouvertes. Le mardi 7, un débat public est organisé à la fac autour d'un repas organisé par la *cantine libertaire* et les *radicales cocottes* et de la projection du film « *nicht mit uns* » sur les mobilisations autour des transports de déchets vers l'Allemagne de 2005. Le mercredi 8, un rassemblement est organisé avec cantine, infokiosks, cidre chaud, et musique. Le soir c'est un concert de soutien qui réunit ceux et celles qui sont venues soutenir les inculpé-e-s. A Pessac en Gironde une action clown a été organisée dans les locaux d'AREVA pour soutenir les inculpé-e-s.

dés aux deux parties civiles.

Bref, la justice tape comme d'hab' au portefeuille et tente d'effrayer et de neutraliser avec du sursis. Très rapidement les militan-t-es du GANVA décident de faire appel de la décision.

« *Nous n'acceptons pas ce jugement qui banalise les violences policières et criminalise des militant-e-s non violent-e-s et nous faisons appel de la décision du tribunal d'instance de Caen. En parallèle, nous avons saisi le tribunal administratif pour contester la légalité de la mise en circulation par les autorités du convoi Valognes - Gorleben du 5 novembre 2011. Les premiers éléments de l'enquête montrent des anomalies qui pourraient nous donner raison à posteriori. De plus, nous saisissons le doyen des juges d'instruction et la CNDS (Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité) afin que la lumière soit faite sur les violences policières et que celles-ci ne restent pas sans suite. »*

Il faut bien que quelque chose change pour que rien ne change.

Il semble que la justice caennaise, simple rouage de transmission des desiderata de l'Etat et d'AREVA ait cherché cette fois à frapper fort. Le fric, les blessures et les menaces de prison, histoire de dissuader d'autres personnes de passer à l'action. Hier comme aujourd'hui, le nucléaire continue d'avancer à la trique et à l'intimidation. Depuis quelques années les publicitaires et les chargés de communication embauchés par les promoteurs du nucléaire ont tenté d'offrir un lifting à l'énergie nucléaire et ses zélés défenseurs, en la faisant passer pour une énergie sécurisée, transparente et propre à l'heure du réchauffement climatique.

L'action du 5 novembre a montré ce qui se terrait sous ce ravalement de façade : la même brutalité crue, les mêmes impératifs financiers et étatiques imposés au son du « *on a pas le choix* », avec les mêmes méthodes que jadis, lorsqu'à Chooz les blindés attaquaient les opposants au nucléaires et les sidérurgistes. Parce que le nucléaire, plus ça change, et moins ça change.

L'idéologie de la désobéissance.

L'action lorsqu'elle est soumise à la répression a parfois cette étrange inclinaison à échapper en partie à ceux et celles qui l'ont produite. C'est en partie ce qui s'est passé sur ce blocage. C'est en tout cas ce qui semblait transpirer des discussions et des débats qui ont entourés cette action et ses suites. Soudain, ce qui était un mode d'action choisi au départ pour bloquer la machine nucléaire, mode d'action parmi d'autres, comme par ailleurs ce rassemblement en gare de Caen, est devenu au fil des communiqués, des prises de paroles publiques et des plaidoiries, une *idéologie autonome : la désobéissance*.

Un procès, ça contraint, sauf à s'attaquer à l'institu-

tion judiciaire, à entrer dans le cadre juridique, tout comme s'appuyer sur les médias implique implicitement de rentrer à minima dans leur cadre. Or, aussi bien au niveau de la ligne de défense qui faisait de la désobéissance civile non plus un moyen mais une fin via les témoins de la défense, Libouban, ou plus tard Yannick Rousselet présentant des actions minoritaires comme pouvant faire stopper des activités des nucléocrates, que des communiqués et des prises de paroles médiatiques, l'action se réduisait à son mode opératoire. La répression y est présentée comme inattendue et comme relevant d'un accident dans le dispositif de mise au pas de ses oppositions par le pouvoir. Or, s'il ne s'agit pas de banaliser la violence policière et l'acharnement financier des magistrats à l'encontre des désobéissant-e-s, il ne s'agit pas non plus de sombrer dans l'angélisme et de faire croire que l'Etat et la justice seraient neutres face aux actions des antinucléaires lorsque celles-ci visent véritablement à enrayer la machine nucléaire. En s'offrant ainsi aux fourches caudines de la justice et en lui demandant de trancher, bref en la justifiant comme organe légitime de décision, comme auparavant l'avaient entrepris les faucheurs volontaires pour les OGM, dont Jean Baptiste Libouban fut l'un des créateurs, c'est faire fonctionner la vieille illusion de la séparation des pouvoirs et de la neutralité de l'Etat. C'est oublier à peu de frais que grosso-merdo la magistrature ne fait que soutenir l'ordre du monde tel qu'il court à sa perte dans son application souvent zélée des lois sanctionnant la domination capitaliste en cours et son appendice nucléaire. Le risque est grand alors de passer de la désobéissance civile telle qu'elle a pu être défendue par Thoreau ou d'autres, à la désobéissance civique défendue par Bové et certain-es de ses ami-e-s. D'un coté une justification du fait de désobéir, de l'autre la nécessité que cette désobéissance se fasse dans un cadre stricte, en ne se soustrayant pas à la répression, en agissant au grand jour pour obliger l'Etat à trancher. C'est ce que l'on peut résumer sous l'appellation de *citoyennisme*. Cette orientation privilégiée de fait, aussi à défaut de mobilisations plus larges et plus variées, est d'autant plus regrettable à un moment où ces formes d'actions sont questionnées par nombre de faucheur-se-s, au vue de leur coût tant financier qu'humain pour les luttes et ceux et celles qui les vivent. C'est jadis ce



qui finit d'opposer René Riesel et quelques autres qui s'étaient opposés aux chimères génétiques et les faucheurs médiatiques.

Rien d'étonnant alors de voir Bové aujourd'hui s'être rallié à l'écologisme d'Etat, et de s'être investi via Europe Ecologie au Parlement Européen. Rien d'étonnant non plus d'avoir rapidement vu les vautours d'Europe Ecologie, si prompts par ailleurs à lâcher du lest sur la question du nucléaire depuis des années, soutenir l'action et même tenter d'en récupérer médiatiquement les bénéfices. Il fallait les voir se précipiter vers les caméras lors du blocage.

D'ailleurs les caméras c'est un autre aspect de la stratégie désobéissante qui de par son prisme a tendance à la transformer en idéologie. En effet, l'action s'y doit d'être *spectaculaire*, crédible, efficace, entourée de portes paroles elles-mêmes crédibles, bref de tout un arsenal de spécialistes. Cette spécialisation peut rapidement se transformer en dépossession, et le « *il y a des gens pour agir à ma place* » prendre le pas sur d'autres formes de mobilisation plus collectives. La dépossession est d'autant plus grande que par ailleurs l'action directe contre un train de déchets nucléaire nécessite le plus grand secret. Tout s'y vit à distance et toute la complexité du réel s'y transforme en représentation. Et les médias ne donnent à voir que ce qu'ils veulent bien laisser voir. Parce que comme l'Etat, les médias ne sont pas neutres : soit ils appartiennent à l'Etat, soit aux grandes firmes, soit ceux et celles qui les animent sont passés par les mêmes écoles et défendent grosso-modo une vision sensiblement identique du monde. Dès lors, ce qui les intéressent, c'est l'action, les martyrs. Ces derniers sont d'autant plus utiles qu'ils peuvent certes émouvoir, mais également démobiler. « *Si combattre le nucléaire c'est prendre des coups, autant que d'autres les prennent à ma place...* »

La désobéissance lorsqu'elle se fait, parfois malgré elle, *idéologie* mène le combat sur des terrains entièrement contrôlés par l'ennemi. Et s'il s'agit de désobéir, il vaudrait mieux le faire tous et toutes, et sans rien attendre, ni légitimer des organes se soumission.

Ce qu'il restera de novembre...

Ce qui reste de ce mois de novembre, c'est un acte fort visant à bloquer la machine nucléaire. C'est également une première tentative d'articuler les modes

d'action autour des transports nucléaires, tentative qu'il faudra sûrement creuser à l'avenir. D'autant que c'est là un fait nouveau et pas vu depuis longtemps sur Caen. Nous ne pouvons en effet faire l'économie d'un mouvement vaste, mêlant différentes formes d'action, d'organisation, terrains de lutte (des THT aux transports...). Parce que nous ne pouvons déléguer la lutte à quelques-un-e-s chargée-e-s de se battre à notre place, ni à d'éventuelles études scientifiques, ni à des élus politiques si prompts à nous trahir ou à se rallier à la réal politique, encore moins à la justice dont on voit encore une fois aujourd'hui à quel point elle est aux ordres.

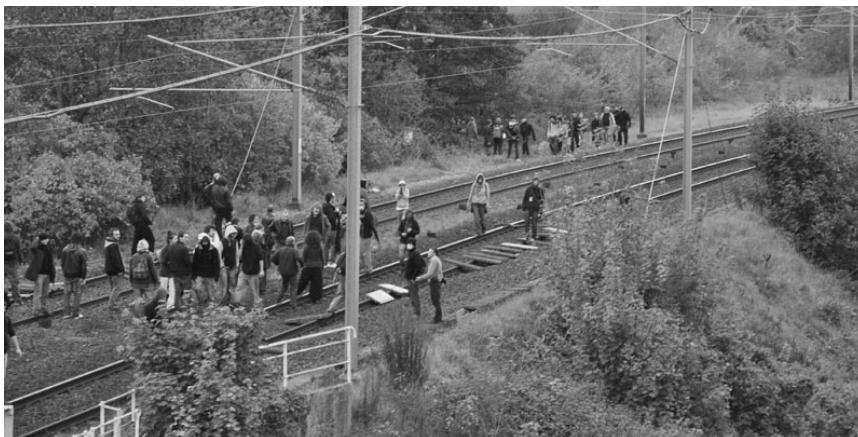
Or depuis des décennies, le mouvement antinucléaire français a choisi d'emprunter d'autres voix, avec le résultat que l'on sait : une écologie intégrée d'une part, des recours juridiques inefficaces et des spécialistes délégués aux actions de l'autre. Bref, tout ce qui peut participer à propager le désert et les défaites, tout autant que nos propres servitudes et soumissions ■

▪ Article de **Braséro**
N°1, Février 2011

"ILS " NOUS MENACENT DU "RETOUR A LA BOUGIE"..
ET C'EST "L'HOMME DES CASERNES" QUI APPARAIT !



Un des - 140 dessins contre le nucléaire -
édité par le CRILAN.



CONTRE LE TRAIN TRAIN NUCLÉAIRE



*Nucléopolis est né le vendredi 19 septembre dernier. Ce pôle normand de science nucléaire unit les différents acteurs du nucléaire en Normandie. L'idée c'est de faire de la Basse-Normandie un pôle de compétitivité dans le domaine.

S'y sont associé 45 membres. Des entreprises du nucléaire comme AREVA ou EDF, des PME, des laboratoires de recherche comme le GANIL ou Cyceron, l'école d'ingénieurs en nucléaire de l'Ensi-Caen, des collectivités locales.

Le but : « Vendre la filière nucléaire normande à l'extérieur. Nous avons le savoir-faire. Il faut le faire savoir. »

*Sur ces votes on peut lire *Nucléaire : fusion et déraison*, article parut dans le n°2 de la revue *Z ; Ni rose, ni vert l'EPR en basse Normandie ?* Article disponible sur le site du CRAN— <http://www.anartoka.com/cran/> ; et on peut avoir accès au vote du parlement européen sur : <http://bit.ly/5PpHjX> et à l'explication risible de vote d'Europe Ecologie sur <http://europeecologie.eu>

Le 05 novembre dernier, le GANVA, groupe non violent antinucléaire bloquait durant plus de 3 h 30 à Caen un train transportant des déchets radioactifs vers l'Allemagne. Désincarcérés violemment et blessés par des policiers plus soucieux des retards de trains et des intérêts d'AREVA que de l'intégrité physique des antinucléaires, il-elle-s sont immédiatement interpellé-e-s.

Aujourd'hui, 8 décembre, 7 d'entre eux-elles sont traduits en justice au tribunal de Caen où il-elle-s encourent de lourdes sanctions.

Des trains de déchets radioactifs, il en passe des dizaines par an en gare de Caen. Et pour cause la Basse-Normandie est une des régions les plus nucléarisées au monde : de la production d'électricité nucléaire, au retraitement des déchets nucléaires français et étrangers en passant par la recherche (GANIL), la formation d'ingénieurs (ENSI), la construction de sous-marins atomiques ou l'immersion de déchets nucléaires britanniques dans la mer de la Manche dans les années 50.

Nucléopolis* est la dernière trouvaille des promoteurs du délire nucléaire en Basse-Normandie. Le nouveau pôle universitaire de recherche et de promotion du nucléaire vient de se voir octroyer une subvention de 35000€ de la part du Conseil régional de Basse-Normandie. Bon camarade, Europe Ecologie qui se présente pourtant comme antinucléaire s'est abstenue sur cette question en commission permanente à l'exception d'une de ses membres sur ce vote, tandis qu'à Caen-la-mer, l'agglomération, leurs élu-e-s votaient contre.

Plus tôt, en 2004, les élus verts au Conseil régional avaient permis par leur abstention à une motion soutenant le projet de réacteur EPR à Flamanville de passer. La même année en PACA, c'est un deal qui unit la nouvelle majorité rose-verte : ce sera un euro pour le projet expérimental de fusion nucléaire ITER contre un euro au renouvelable. Dernièrement, en 2009, à la veille du sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, les nouveaux eurodéputés Europe écologie, Yannick Jadot tout nouvellement débarqué de la direction de Greenpeace France en tête, vote une motion du parlement européen qui fait du nucléaire l'un des éléments du combat contre le réchauffement climatique*.

Si les élus écologistes demeurent sans doute antinucléaires, depuis longtemps ils font du nucléaire un élément secondaire sur lequel ils peuvent faire des concessions.

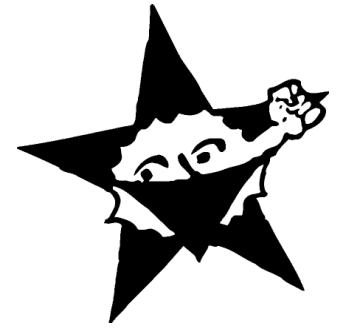
Il faut dire qu'en quelques décennies les signes des dégâts écologiques sont devenus de plus en plus criants. De Bhopal à Tchernobyl en passant par la fonte des glaces, tout est devenu de plus en plus évident.

Pour autant loin de remettre en cause ce qui était à la source de ses dégâts, les raffinements du capitalisme, l'écologie a été détournée de son sens initial et le capitalisme a réussi à intégrer sa contestation. Dans le même temps que les désastres écologiques et sociaux s'amoncelaient, les écologistes se sont de plus en plus associés à leur gestion. Et les industriels, loin d'être convertis mais sentant le filon, se sont donnés une image verte. Ainsi le nucléaire s'est-il sous l'effet d'un monstrueux mais opportun lifting transformé en énergie propre et non productrice de CO2. Que ce soit faux, peu importe, le négationnisme écologique a ses entrées médiatiques...

Que le moins mauvais des mondes où l'on nous enferme ne nous permette de choisir qu'entre charbon, nucléaire ou éoliennes industrielles montre bien dans quel impasse nous sommes, et à quoi cette écologie nous intime de renoncer : à changer ce monde. Et ce à quoi elle nous condamne : à vivre sans cesse en choisissant entre le moindre mal et le pire, entre Charybde et Scylla.

L'idée même de développement durable si chère à une bonne part du mouvement écologiste n'a eu de cesse que de nous faire gober que le capitalisme méritait d'être sauvé.

Pourtant la société dans laquelle le nucléaire s'est développé, c'est une société engagée dans la fuite en avant technologique consistant à produire et consommer toujours plus. Et pour ce faire, piller, exploiter, détruire, irradier, maintenir des dictatures et des armes de destruction massive ou stratégiques, contrôler et fliquer. Le nucléaire est au cœur même de ce délire boulimique.



Le 05 novembre, l'Etat a frappé fort contre le GANVA* : 7 arrestations et 3 blessés. Mais depuis son origine la contestation antinucléaire a toujours eu à souffrir d'une forte répression, et ce quelques soient les gouvernements en place.

A Plogoff les gendarmes mobiles utilisaient des grenades offensives contre les manifestant-e-s. Il y aura des mutilés et un mort, Vital Michalon, lors du rassemblement de Malville en 77. A Chooz ce sont des engins de guerre qui attaquent les barrages. A Cherbourg, les voltigeurs (flics montés sur des motos dont l'un tient une matraque pour frapper à la volée) dispersent les opposant-e-s à la fin des années 70. Partout, il-elle-s sont menacé-e-s et poursuivi-e-s. En 85, le gouvernement Mitterrand plastique le Rainbow Warrior en campagne contre les essais atomiques français. En novembre 2004, Sébastien Briat meurt happé par un train de déchets radioactifs qu'il avait voulu stopper avec plusieurs de ces compagnon-ne-s.

Le programme nucléaire nous a toujours été imposé par la force et dans le plus grand secret.

Partout en Europe, les Etats de toutes tendances réduisent un peu plus leurs oppositions au silence en criminalisant les actions radicales. Le dernier mouvement sur les retraites en France a donné lieu à plusieurs milliers d'arrestations et de nombreuses violences policières, comme à Caen où un étudiant a reçu une grenade lacrymogène en tir tendu dans la tête.

Ici comme ailleurs, l'Etat continue de montrer son véritable visage, autoritaire, sécuritaire, au service de la continuation des intérêts capitalistes et nucléocratiques.

Malgré une forte mobilisation policière en Allemagne, l'opposition au transport de novembre de déchets vers Gorleben a été importante à la veille de la décision de la CDU de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires. Des manifestations massives de plusieurs dizaine de milliers de personnes ont eu lieu. Sur le parcours, les convois ont été bloqués par des manifestant-e-s assis sur les voies. D'autres ont tenté de retirer le ballast des voies ou se sont suspendus au dessus des rails. D'autres encore ont cherché à incendier un véhicule blindé.

En Allemagne, ce sont donc plusieurs dizaines de milliers de personnes qui ont essayé d'empêcher le train d'arriver à destination en combinant différents types d'actions selon les sensibilités de chacun-e.

Plus modestement, c'est ce qui a été tenté à Caen avec un rassemblement en gare, une tentative d'occupation des voies, avec friction avec les forces de l'ordre, et l'enchaînement de plusieurs personnes en amont. Cette dernière action a entraîné un retard de plus de 3 heures au train de déchets.

Des actions autour des tracés de lignes THT liées à l'implantation du réacteur nucléaire EPR à Flamanville continuent d'avoir lieu*.

Ce genre de mobilisations est à multiplier et amplifier tout en réfléchissant à élaborer des stratégies qui nous soient le moins préjudiciables possibles ▪




▪ **Quelques antinucléaires engagé-e-s dans la bataille du rail.**

*Le 25 septembre dernier une action de déboulonnage symbolique et public de ligne THT a eu lieu à Isygnay le Buat dans la Manche.

Sous l'œil de nombreux gendarmes, d'un hélico et d'un agent RTE (réseau de transport d'électricité) 6 boulons d'un pylone THT ont été dévissés en présence d'une centaine de manifestant-e-s et riverain-e-s puis déposés au pied du pylone. Cette action de désobéissance visait à montrer que le combat anti-THT n'était pas mort, mais également que le réseau de transport d'électricité est vulnérable.

A nous de nous saisir de leur vulnérabilité.



APPEL AU CAMPS DE VALOGNES

EN NOVEMBRE 2011.

La catastrophe de Fukushima se rajoute à la longue liste de l'horreur quotidienne du nucléaire, mais il n'est plus temps de s'étonner de cette réalité. Si pour certains elle est l'alibi d'un contrôle et d'une gestion de la vie plus poussée, elle attise pour d'autres un sentiment de colère qui ne se dissout pas dans le fatalisme ambiant ou l'attente désespérée d'une échéance électorale. C'est par un geste fort porté collectivement à l'intérieur même du pays le plus nucléarisé du monde que sortir de cette impuissance devient tangible.

En novembre prochain partira le dernier transport de déchets nucléaires *CASTOR* (*Cask for Storage and Transport Of Radioactive Material*) de La Hague à Gorleben en Allemagne. Voilà qui nous donne une occasion d'agir. La question des déchets constitue le maillon faible de l'industrie nucléaire, et l'illustration la plus frappante du scandale qu'elle est dans son ensemble : on ne sait pas plus s'en débarrasser aujourd'hui qu'il y a soixante ans - on les envoie finir leur demi-vie sous terre à Bure, en Lorraine, ou à l'air libre en Sibérie.

Le transport de novembre 2010 a été marqué par une très forte mobilisation en Allemagne. Depuis 15 ans, pas un train ne passe sans embûches. La diversité des pratiques de blocage permet un véritable harcèlement sur la quasi totalité de la ligne : par exemple, quand 50000 personnes manifestent à Dannenberg, 400 paysans du Wendland stationnent leurs tracteurs pour bloquer les convois policiers, tandis qu'à Hitzacker, 1400 personnes s'invitent sur les voies. L'an passé, l'arrêt du convoi durant quatre jours a rendu plus onéreux la sécurisation du transport que le transport lui-même.

Ce que nous proposons, c'est donc de nous approprier les méthodes les plus éprouvées du mouvement anti-nucléaire allemand et de doubler le traditionnel rassemblement de Valognes d'un camp de deux jours, d'où partent actions et réflexions. Il existe d'ors et déjà des collectifs locaux constitués ces derniers mois à la suite de Fukushima, ainsi que des personnes qui s'organisent contre le projet de ligne Très Haute Tension dans la Manche, en Mayenne et en Ille et Vilaine. **Nous appelons au rassemblement le plus large possible afin de bloquer le train CASTOR à son point de départ et pourquoi pas sur tout le reste de son trajet.** Après la grande manifestation de Rennes du 15 octobre, ce serait une façon d'insuffler un nouvel élan à la lutte, de relancer le mouvement anti-nucléaire en France et, qui sait ?, d'un jour vaincre.

La fermeture de la centrale de Fessenheim repoussée de

dix ans. Un président de la République qui ne voit pas en quoi la catastrophe de Fukushima pourrait remettre en cause l'industrie nucléaire française. La présidente d'Areva qui, à peine limogée, trouve refuge au conseil d'administration d'un quotidien national réputé « de gauche ». Comme le nuage de Tchernobyl en son temps, il semble que les effets dévastateurs de l'explosion de Fukushima sur le consensus nucléariste doivent une nouvelle fois s'arrêter aux frontières de la France. La folle arrogance des nucléocrates hexagonaux n'a pas de limites : l'Allemagne décide de sortir du nucléaire, c'est un « cas isolé ». La Suisse puis l'Italie lui emboîtent le pas : tant mieux, on leur vendra notre électricité. Un peu plus et on nous expliquait, diagrammes psychologiques à l'appui, que si le Japon, à son tour, veut en finir avec ses centrales, c'est en vertu d'un excès passager de radiophobie.

Partout dans le monde, le tissu de raisonnements spéculatifs, de promesses mirifiques et de mensonges éhontés avec lequel se soutenait le lobby nucléaire se déchire. Fukushima a exposé aux yeux de tous l'incroyable bricolage à quoi se réduit le fonctionnement quotidien d'une centrale dans le pays « le plus avancé technologiquement au monde ». On ne peut plus ignorer sans mauvaise foi la démission soudaine de tous les responsables dès que survient l'accident, l'impuissance du gouvernement japonais à faire face à la moindre des conséquences de celui-ci, les dosimètres distribués aux écoliers pour déguiser cette impuissance en constat scientifique, le réhaussement aléatoire et opportun des seuils de toxicité admissibles par l'organisme humain, bref : l'incompatibilité entre le nucléaire et le fait d'habiter quelque part sur la planète Terre. Tandis que s'effondrent tous les arguments économiques en faveur de l'atome, les Etats les plus lucides laissent derrière eux ce monstre incontrôlable. Avec ses projets d'EPR, d'TTER, avec son MOX et ses « dommages collatéraux » que des territoires entiers subissent à l'extérieur de l'Europe, la France fait de plus en plus l'effet d'un malade en plein délire qui divague dangereusement dans le concert des nations. A voir l'Etat français engloutir depuis des décennies des milliards en pure perte, on se dit que s'il s'agissait d'un individu, cela ferait bien longtemps qu'on l'aurait mis sous curatelle. Mais la passion nationale des grands équipements et des nouvelles technologies, le rêve d'exporter un jour quelque chose d'autre que du vin, des armes et des bagnoles rencontrent ici les intérêts bien compris d'une mafia économique, d'une secte de scientifiques et d'ingénieurs qui se croient une élite. Pour le lobby

nucléariste français, la seule façon d'échapper à la sanction de tous ses crimes et mensonges passés est d'en commettre d'encore plus énormes. Si la population a été un jour prise en otage, c'est par ces gens et cette démente-là. Le nucléaire en France est un cauchemar dont Fukushima doit sonner le réveil.

Pour commencer, il faut reconnaître l'échec des hypothèses qui ont porté les réseaux anti-nucléaires de la phase précédente[...].

1- L'hypothèse qu'il suffirait de « faire de l'information » et de faire pression sur les élus, qui ne seraient pas assez au fait de la menace nucléaire, a été battue en brèche par Fukushima : tout le monde sait désormais. Des sondages veulent bien admettre que 60 % de la population française ne veut plus du nucléaire et pourtant rien ne change. C'est donc que le problème nucléaire en France n'est pas une question technique d'argumentation rationnelle et de transparence de l'information, mais une question politique de rapport de force. Si le gouvernement allemand, clairement nucléariste, a décidé de sortir du nucléaire sous dix ans, ce n'est pas en vertu d'une soudaine illumination de la raison, mais grâce à la puissance d'un mouvement capable d'agir et de mettre des centaines de milliers de gens dans la rue.

2- Les luttes anti-nucléaires historiques en France et ailleurs dans le monde n'ont jamais remporté de victoire qu'à condition d'avoir une forte emprise locale. C'est au fond la différence entre Plogoff et Malville. C'est aussi l'explication de la longévité et de la vigueur intacte de la mobilisation allemande dans le Wendland contre les transports de déchets Castor. C'est donc pour commencer localement qu'il faut s'organiser, et de là être capable d'en appeler au soutien de tous ceux qui viennent d'ailleurs.

3- Le problème nucléaire ne se pose pas en termes de risques qu'il faudrait gérer et idéalement faire tendre vers zéro. Il n'y a pas le fonctionnement normal du nucléaire et ses regrettables accidents. Lorsqu'il se rappelle à nous périodiquement, par une catastrophe tonitruante, on en oublierait presque que la catastrophe tient tant dans ses dysfonctionnements que dans ce qu'il empêche même en parfait état de marche. Le nucléaire irradie au moins autant nos imaginaires que nos thyroïdes. Tous nos possibles s'éclipsent derrière l'échelle démesurée qu'il impose. De telles infrastructures, quadrillant des milliers de km², induisent une gestion et une organisation à cette mesure. Quant à la dangerosité, elle sous-tend une parfaite maîtrise des "populations" vivant sur les territoires impliquées. Le nucléaire *contraint* à un monde globalisé et pacifié; il réalise en cela l'idéal du crédit sur plusieurs générations. Et, tout comme l'économie, la nécessité de s'en défaire apparaît impérieusement à quiconque ne voit pas, dans la perpétuation de ce monde, un horizon désirable.

4 - La nécessité de nous opposer au nucléaire ne signifie pas qu'il faille lui opposer les « énergies alternatives », sous peine de nous retrouver aux côtés des nouvelles mafias industrielles qui exproprient les paysans des Pouilles

et bientôt du Maghreb pour y construire leurs absurdes centrales solaires, et pour finir aux côtés du CEA devenu entre-temps Commissariat aux Energies Alternatives. La ligne de partage n'est pas entre le nucléaire et les énergies alternatives mais entre une production d'énergie centralisée, commerciale et gérée par en haut, et une production décentralisée, contrôlée localement et renouvelable ; une production en contact direct avec les besoins qu'elle doit satisfaire. C'est seulement à l'échelle locale que se dissout l'alternative entre le nucléaire et la bougie : car là les besoins existants peuvent se donner les moyens de la production qui leur est nécessaire, et en retour les possibilités de production peuvent redéfinir intelligemment les besoins. Il faut cesser de penser la question de l'énergie en terme national si l'on entend sortir de l'impuissance.

5 - A quelque tendance du mouvement anti-nucléaire que l'on appartienne, il faut cesser de faire grief de notre échec collectif à telle ou telle autre tendance. Ce mécanisme de division atavique nous dédouane certes de toute responsabilité, mais nous condamne à perpétuer les causes de notre faiblesse. L'enseignement que nous vient du mouvement allemand est précisément que les différentes tendances peuvent coexister sur une base pratique, en ayant chacune son mode d'action. A partir du moment où toutes poursuivent sincèrement le but commun d'en finir maintenant et par elles-mêmes avec le nucléaire, aucune n'a de titre à condamner la stratégie adoptée par les autres. La permanence des luttes de chapelles en France n'exprime que l'insuffisance pratique du mouvement.

C'est justement par les différentes manières de se rapporter aux gestes de lutte sur un territoire que les luttes du Wendland ou du Val de Susa (la vallée italienne opposée à la construction d'une ligne de TGV) ont trouvé leur force.

Maintenant que des Etats s'engagent à renoncer au nucléaire, poussons avec force vers une sortie totale et immédiate. Ne soyons pas dupes des effets d'annonce gouvernementaux, comme celles d'une sortie « responsable » du nucléaire en 30 ans : il se peut bien que ce ne soit pour les dirigeants qu'une façon de gagner du temps, et qu'ils reviennent sur cette décision dès que l'occasion s'en présentera et que l'émotion sera retombée. Le nucléaire a la peau dure. Dans la mesure où l'on ne peut laisser nos vies entre les mains d'aucun dirigeant, la seule garantie de l'exécution effective des décisions prises est justement la permanence et la puissance du mouvement. On a assez joué avec nos vies. Nous ne nous laisserons pas gérer dans le cadre de la dénucléarisation comme on a pu gérer notre nucléarisation.

La manifestation du 15 octobre à Rennes sera l'occasion de nous retrouver à la fin du cortège, pour discuter plus largement du camp de novembre à Valognes.

Source et infos :
<http://valognesstopcastor.noblogs.org/>



L'accident de Fukushima n'a pas fait que remettre au cœur du débat la menace nucléaire, il a également réactivé les oppositions au nucléaire et à son monde. Mais dans le même temps qu'il les réactivait, il a souligné leurs faiblesses. Dans de nombreuses villes, collectifs, assemblées se sont réunis. De nombreux rassemblements se sont également succédés. Mais le mouvement antinucléaire français est alors dans un tel moment de faiblesse et soumis à de telles contradictions que ces rassemblements ne dégageront que peu de perspectives, et les initiatives resteront la plupart du temps lettre morte.

Durant ces quelques semaines qui ont suivies Fukushima, des actions directes antinucléaires vont resurgir, et prouver par là-même que derrière la machine nucléaire, il y a des hommes et des institutions. Que tous et toutes sont vulnérables. En voici quelques exemples •

ACTIONS DIRECTES CONTRE LE NUCLEAIRE ET SON MONDE.

Rennes – 18 mars : L'agence EDF de Cleunay est occupée durant quelques heures.

Caen – 23 mars : Collage sur les locaux EDF de Caen lors du rassemblement anti-nucléaire.

Paris – 06 avril : Intrusion à un colloque à l'université Paris Dauphine où l'ancien directeur de l'Agence Internationale de l'Energie, Tatsuo Masuda, venait présenter la situation à Fukushima, Il est recouvert de peinture indélébile.

Rennes – 08 avril : Murage des locaux d'AREVA.

Lille – 08 avril : Manifestation contre la venue de Valérie Faudon, directrice marketing d'AREVA, venue animer un débat sur l'avenir du nucléaire français.

Québec – 13 avril : La représentante régionale d'Hydro-Québec (entreprise publique de l'industrie nucléaire au Québec), Louise Pelletier, a reçu une tarte à la crème en pleine figure à l'ouverture de l'audience publique de la Commission canadienne de sûreté nucléaire

Rennes – 15 avril : appel à saboter le débat sur Fukushima organisé dans le cadre du Forum libération opposant la nucléocrate Koscuisko-Morizet et la gestionnaire du désastre Cécile Dufflot.

Madrid – 15 avril : Caillassage des locaux d'Enusa, entreprise espagnole dédiée au nucléaire.

Raids – 23 avril : Déboulonnage de boulons sur un pylone THT.

Hambourg – 26 avril : Une voiture de Vattenfall (entreprise de production d'électricité) est incendiée.

Berlin - 28 avril : Une voiture de Deutsche Bahn (entreprise ferroviaire publique impliquée dans les transports de déchets radioactifs) est incendiée.

Hambourg – 29 avril : 2 voitures de Vattenfall sont incendiées.

Flamanville – 02 mai : Blocage du chantier EPR par Greenpeace.

Berlin – 14 mai : Le siège de Vattenfall est attaqué avec des pierres et de la peinture.

Berlin – 14 mai : La villa des organisateurs du meeting annuel de l'atomic forum qui réunit les défenseurs du nucléaires, industriels et politiciennes, est attaquées aux bombes de peinture.

Berlin – 16 mai : attaque à la bombe de peinture sur le siège de Vattenfall.

Berlin – 17 mai : Des voitures de Deutsche Bahn et de Siemens sont incendiées,

Berne – 16 mai : Locaux du groupe électrique Alpiq et d'une agence de communication vandalisés.

Berlin – 18 mai : Une voiture de Vattenfall est incendiée.

Berlin – 18 mai : Manifestation contre le meeting annuel de l'atomic forum.

Caen – 31 mai : Tags antinucléaires sur l'ASN et l'Ensi Caen

Caen – 31 mai : Perturbation et annulation d'un forum organisé par Nucléopolis.

Belgique – 16 juin : des sacs de merde sont balancés sur l'ONDRAF (déchets), SCK-CEN (Recherche), Electrabel (Electricité).



Le 18 mai 2010, un débat public sur le projet de réacteur EPR de Penly était organisé à Caen. Dans la droite lignée des débats publics précédents (comme sur les nanotechnologies quelques mois plus tôt), cette réunion avait à la fois pour but de distiller les mensonges officiels et habituels sur le nucléaire mais également de mieux intégrer la contestation citoyenne afin de mieux la faire taire et la rendre inoffensive. Mais nous ne sommes pas dupes. Il est hors de question pour nous de participer à ce genre de mascarade organisée pour mieux nous faire avaler la pilule du nucléaire (avant la pilule d'iode!). Quelques dizaines de militantEs anti-nucléaires se sont donc renduEs à ce « débat » afin de faire entendre leurs voix et faire taire celles des nucléocrates. Ce fut chose réussie puisqu'après plusieurs minutes de slogans, chansons, et prises de paroles, les nucléocrates ont abandonné la partie et n'ont pu pour cette fois vendre leur salade. Sur place le tract suivant fut distribué-

**LA DICTATURE
C'EST FERME TA GUEULE,
LEUR DEMOCRATIE
C'EST CAUSE TOUJOURS !**



Ce 18 mai a Caen a lieu un débat public sur l'EPR organisé par la CNDP (commission nationale pour le débat public). Dernier avatar en date en matière de technologie nucléaire, ce réacteur de 3ème génération en cours de construction en France (Flamanville dans le Contentin) et Olkiluoto (en Finlande) fera l'objet d'un débat sur sa nouvelle implantation à Penly (Haute-Normandie). Il convient de dénoncer l'imposture démocratique qui caractérise un tel débat.

Est-il concevable en effet de discuter d'une technologie dont l'Etat a déjà planifié la construction? Le débat public intervient en fait après des prises de décision officielles. Les contradictions qui pourraient alors émerger dans cet espace auront alors à faire face à un jargon scientifique, expert et bien rodé, incompréhensible pour le quidam. A l'occasion, ce dernier s'il émettait des doutes serait qualifié d'obscurantiste.

Cet espace de débat, dont l'organisation est par ailleurs gérée par des boîtes de communication, vise donc à structurer l'opinion, obtenir l'assentiment des populations, prévenir et ou assécher toute tentative d'opposition aussi radicale soit-elle ; mais c'est également un espace publicitaire, une variable d'ajustement pour des projets lucratifs rassemblant experts, chercheurs, industriels et l'Etat.

En outre l'EPR est une technologie extrêmement dangereuse. Centrales et lignes à haute tension comportent des défauts connus de longue date. Nous savons, en effet, que la société nucléaire est par définition une société dangereuse : accidents majeurs (Tchernobyl, Three Mile Island...), rejets radioactifs (excès de leucémie autour de la Hague), ondes électro magnétiques (lignes à haute tension). Seulement, au-delà des problèmes que l'EPR et plus globalement le nucléaire posent, c'est bien d'un monde social dont il s'agit. Le nucléaire est en effet au cœur de nos sociétés capitalistes et répond à la boulimie énergétique qui caractérise les pays industrialisés et l'élan qu'ils prirent au lendemain de la seconde guerre mondiale. L'ère atomique révèle ainsi son caractère catastrophique par nature. Avec ses mines d'Uranium où les mineurs sont exploités et livrés aux radiations, ses intérimaires transformés en viande à rem, ses bombes atomiques et ses missiles stratégiques, ses populations exposées aux retombées d'acci-

dents ou plus quotidiennes, ses dictatures maintenues pour mieux piller des pays oubliés...

Parallèlement c'est au cours de ces derniers mois que le gouvernement français a décidé de relancer son programme nucléaire et de prolonger un monde catastrophile. Il tente pour cela de se doter d'un vernis démocratique : la tenue de débats en est alors l'illustration. Mais l'état n'a que faire des mécontents et fait fi, comme il l'a souvent démontré, en réalité des règles "démocratiques" qu'il s'est parfois lui-même fixé : non respect des arrêtés anti THT, contre enquêtes publiques, débats anciens autour de l'EPR. Gestion du nucléaire et autoritarisme vont donc de pair. Faut-il rappeler, en effet, qu'à Caen lors du débat public sur les nano technologies (technologies intimement liées à celle du nucléaire), un impressionnant dispositif policier s'est employé avec réussite à refouler de nombreuses personnes à l'entrée. Sanction également à ceux qui mènent l'action directe sur le terrain: procès pour les militants non violents du GANVA qui ont défié la nucléocratie en escaladant et en occupant deux pylônes de la ligne à très haute tension de Flamanville/Domloup.

Nous rejetons donc cette mascarade de débat. Nous n'aurons que faire non plus de l'emphase et des mots d'ordre des tenants d'une écologie co-gestionnaire. Leur opposition partielle et parfois factice tente de donner à la démesure capitaliste un visage plus humain ; oxymore grossier quand l'essence même du capitalisme est de tout "avalier" et détruire : vie, nature, culture et planète. Contre la société nucléaire et son monde organisons une riposte autonome, directe et déterminée.

▪ **Des électrons libres
Ayant des atomes crochus**

ALL NUCLEOCRATS ARE BASTARDS !

Le 31 mai nous avons été quelques-un-e-s à perturber le forum « Passerelles et développement » organisé conjointement par Miriade, organisme qui vise à rapprocher recherche et entreprise et Nucleopolis, le nouveau pôle normand de sciences nucléaires visant à vendre la filière nucléaire en Basse-Normandie. Au vue des perturbation - notre présence potache - les organisateur-trice-s de cette joyeuse sauterie publicitaire ont préféré annuler leur agapes faisandés.

Aujourd'hui, 31 mai, Nucleopolis, organise à Caen une de ces rencontres qui sont censées faire rayonner de concert industrie et recherche nucléaire au-delà des frontières normandes. Car si les nuages radioactifs s'arrêtent docilement aux frontières françaises, les profits nucléocratiques semblent, quant à eux, être voués à ne connaître aucune limite : ni celles des désastres en cours de Fukushima à Tchernobyl en passant par ceux qui se propagent plus discrètement au quotidien autour des installations nucléaires, ni celles des millénaires de durée de vie des radioéléments que ces industries disséminent.

Nucleopolis est la dernière trouvaille des promoteurs du délire nucléaire en Basse-Normandie. Ce pôle normand de science nucléaire, né le 19 septembre dernier, unit les différents acteurs du nucléaire en Normandie. L'idée est de faire de la Basse-Normandie un pôle de compétitivité dans le domaine. S'y sont associés 45 membres. Des entreprises du nucléaire comme AREVA ou EDF, des PME, des laboratoires de recherche comme le GANIL ou Cyceron, l'école d'ingénieurs en nucléaire de l'Ensi-Caen, des collectivités locales. Le but : « *Vendre la filière nucléaire normande à l'extérieur. Nous avons le savoir-faire. Il faut le faire savoir.* »

Aujourd'hui, le forum Passerelles R&D organisé par MIRIADE, Mission Régionale pour l'Innovation et l'Action de Développement Economique, avec le soutien de Nucleopolis, vise à faire se rencontrer industriels et chercheurs du nucléaire. Et le but est clair : « *Multi-*

plier et faire réussir les projets innovants et offensifs des entreprises et des entités de recherche et développement, de conseil et d'enseignement supérieur de Basse-Normandie. » (source : Miriade).

Les laboratoires présents dans ce forum prennent donc part à l'entreprise libérale qui vise à renforcer la complicité entre industriels et recherche. Ils servent à la fois de caution et de ressources pour de nouvelles innovations, pour que nucléaire et capitalisme continuent de concert de pourrir la planète et nos vies.

Et ces recherches nucléaires ne sont pas sans conséquence plus directe sur nos propres vies. Ainsi, sur Caen, le GANIL, accélérateur de particule expérimental, doit être étendu. Avec son extension, une augmentation significative des rejets radioactifs gazeux devrait également être à l'ordre du jour. Il a fait l'objet d'une enquête publique rondement menée l'été dernier en plein mois de juillet... alors que le GSIEN, groupements de scientifiques indépendants s'alarmait d'éventuels effets nocifs sur la santé des populations avoisinantes. Aujourd'hui les travaux de Spiral 2, le nouveau GANIL, ont débuté. Et avec ces rejets ce sont les effets des faibles doses radioactives qui sont remis à l'ordre du jour. Comme pour ces travailleurs du CERN qui jadis furent contaminés ou ces travailleurs du nucléaire soumis à des contaminations régulières. Par ailleurs, ce genre de laboratoires n'est pas exempt d'accidents. Les irradiés de Forbach contaminés alors qu'ils travaillaient auprès d'un accélérateur d'électrons l'ont vécu dans leur chair.

Nous ne nous étonnons plus de voir la recherche « critique » du nucléaire devenue cogestionnaire s'attabler avec les industriels du désastre. Ainsi, le CERREV, centre d'études et de recherches socio-anthropologiques sur les risques et les vulnérabilités, a-t-il rejoint ce cynique banquet. Plus tôt, toujours dans les bons coups lorsqu'il s'agit de mollir face au nucléocrates, Europe Ecologie s'était de son côté abstenue, à l'exception d'une de ces élu-e-s lors du vote de subvention en faveur de Nucléopolis au Conseil Régional.

Dans le meilleur des mondes du nucléaire, on échange ainsi les derniers bons plans industriels. AREVA va ainsi soutenir TEPCO à Fukushima où les seuils admissibles pour les enfants sont relevés au niveau de ceux des travailleurs du nucléaire en France. Tandis que dans le plus grand silence, les radionucléides, du Césium 137 aux premières traces de Corium

retrouvées dans les réacteurs qui ont subi la fusion de leur cœur, se disséminent partout, et qu'un premier liquidateur de la catastrophe est mort il y a peu...

Et sur ce marché de la vie amputée, de la sécurité nucléaire à la pseudo-dépollution, nos entreprises du nucléaire, d'AREVA à Vinci en passant par Bouygues, et nos laboratoires avides de débouchés, du CEA au CERREV, se positionnent déjà. **La catastrophe est un marché comme un autre.**

Parce que le nucléaire est un monde qui dépasse ses installations et ses nuisances, avec ses protagonistes, ses défenseurs et ses mensonges, nous entendons bien perturber ce forum ! ▪

- Quelques farouches opposant-e-s à l'industrie nucléaire,
31 mai 2011, Caen



Contre le nucléaire et son monde : Intrusion chez des pourris de haut vol

- Paris, 6 avril

Le 6 avril, à l'université de Paris Dauphine M. Masuda, ancien directeur à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) devait parler de «la catastrophe nucléaire de Fukushima du 11 mars et ses suites». Une vingtaine d'individus s'est invitée à la conférence, a lancé des œufs de peinture, insulté les participants, éclaté quelques boules puantes et laissé une cinquantaine de tracts :

« **A** l'heure où un pays entier s'enfonce pour des dizaines d'années dans le développement durable de la mort qu'engendre nécessairement le nucléaire, ici, c'est dans l'ambiance studieuse et conquérante d'une faculté de « *pointe* » qu'on vient réduire le désastre à un nouveau défi à surmonter. Ainsi, le Centre Géopolitique de l'Énergie et des Matières Premières (CGEMP), outil de propagande universitaire créé par un ministre pour justifier les choix énergétiques des entreprises et de l'Etat français, nous fait la grâce d'inviter le grand spécialiste Tatsuo Masuda. Il vient parler de la catastrophe nucléaire de Fukushima, du 11 mars et de ses suites.

Sans doute, l'expert en mal de fans aura-t-il dû revoir un peu sa copie. Il ne pourra plus faire la même leçon. Il ne pourra plus comme c'était le cas juste avant vendre le modèle économique nippon. Il ne pourra plus affirmer que le « *Japon s'est développé comme la société au monde la plus efficace énergétiquement* ». Invitant même à tirer des enseignements de ses cours, il ne pourra plus fièrement tenir un discours où le « *Japon pourrait offrir un modèle pour le monde dans les efforts internationaux pour minimiser l'impact des activités humaines sur la planète à travers la mise en oeuvre de politiques énergétiques et environnementales* ». [...] » [Extrait du tract laissé sur place]

RETOUR SUR LES LUTTES ANTINUCLÉAIRES

De la fin des années 70 jusqu'aujourd'hui de nombreuses oppositions au nucléaire ont surgit. Si Malville, pour la répression d'Etat qui s'y abattit ou Plogoff pour sa victoire ont laissé quelques traces dans les imaginaires militants, de nombreuses autres luttes antinucléaires en France ont aujourd'hui sombrées dans un quasi-oubli. Qui se souvient de la lutte de Chooz dans les Ardennes qui mêlait sidérurgistes en lutte, antinucléaires et jeunes autonomes ? Qui se rappelle qu'à Flamanville des engins de chantier furent cramés et que des wagons furent balancés sur les voies ? Qui se souvient des nombreux sabotages qui émaillèrent la lutte de Golfech ? De la nuit bleue, du C.A.R.L.O.S. ? Des manifestations massives ? Des populations entières insurgées contre des projets ? Qui se rappelle plus récemment dans les années 80 comment en Anjou une lutte populaire et déterminée fit plier l'Etat qui voulait y enfouir ses déchets ?

Le présent article présente plusieurs pistes de lecture ou de documentation pour faire travailler sa mémoire, et peut-être, qui sait, aiguïser son imaginaire, non pour singer des luttes qui ont souvent échoué, mais pour affûter quelques armes futures... C'est une sorte de kaléidoscope parcellaire des luttes. A vous de fouiller ■



Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France -

ACNM, 2007, la lenteur.

Cet ouvrage compile plusieurs récits ou analyses choisis sur les luttes antinucléaires. On peut y lire des textes autour de Chooz, Malville, des luttes contre l'enfouissement et surtout la plateforme du comité « *irradiez de tous les pays, unissons-nous !* » écrite en 87.

En 87, dans l'après Tchernobyl, les protagonistes du comité écrivent fort justement : « Le mouvement écologiste n'a pas su concevoir d'autres formes d'organisation, hiérarchiques et bureaucratiques, du monde qu'il prétendent combattre. »

On y lit également un récit de l'occupation de Plogoff et des résistances qui s'y sont développées ainsi qu'un retour sur les faux semblants de la tentative d'occupation de Malville dans le texte les mythes décisifs ■

Un récit de la lutte de Chooz - Collectif, 1998, La question sociale Ca coutera cher de nous foutre en l'air -

Collectif, mp3

<http://internetdown.org/vidéoetsons/vireux/>

Ces deux documents, l'un une brochure, l'autre un document sonore téléchargeable reviennent sur la lutte qui secoua Vireux et Chooz de 79 à 84.

D'un côté des sidérurgistes en lutte contre la fermeture de leur usine, de l'autre des antinucléaires qui s'opposent à un nouveau projet de centrale nucléaire Chooz B.

Entre eux, dans cette vallée des Ardennes, une improbable jonction contre l'Etat et ses flics qui tentent de mettre au pas ces luttes va s'opérer. Les sidérurgistes au prix d'une lutte dure et violente obtiendront le meilleur plan de licenciement de la sidérurgie jamais obtenu. Les antinucléaires perdront leur lutte, essouffés contre un gouvernement socialiste intransigeant ■

Plogoff, des pierres contre des fusils -

Film de Nicole et Félix Le Garrec, 1981.

Fin des années 70, EDF envisage de construire un réacteur nucléaire à Plogoff en Bretagne.

Le film revient sur la période d'enquête publique qui précède la construction et le soulèvement populaire qu'elle a provoqué.

Tandis que les gardes mobiles se font de plus en plus nombreux pour protéger les mairies annexes installées dans ce cadre d'enquête publique obligatoire, population et soutiens extérieurs s'organisent, créent des barrages, lancent des pierres, démoralisent les troupes.

A noter comme dans d'autres luttes antinucléaires le rôle prépondérant des femmes de Plogoff.

Finalement, en 81, Mitterrand enfouit le projet Plogoff. Ce sera le seul. Tout d'abord parce que la lutte de Plogoff est une lutte massive et populaire, qu'elle est déterminée, mais aussi parce qu'il fallait bien donner du grain à moudre aux antinucléaires électoralistes ■

Chronique d'une lutte -

Didier Anger, Simoen, 1978.

Nucléaire: la démocratie bafouée

-

Didier Anger, Yves Michel, 2002.

Le livre de Didier Anger écrit en 78 présente les premiers pas de la lutte antinucléaire contre la centrale de Flamanville en Cotentin. Celui de 2002, cette même histoire enrichie de ce qui la suivit

Le Cotentin contrairement à ce que tente de véhiculer l'histoire officielle a vécu des luttes importantes contre la centrale nucléaire de Flamanville, mais également contre les transports de déchets radioactifs vers la Hague ou les transports de Plutonium.

Le site de Flamanville sera ainsi occupé durant un mois. Une lutte populaire lie paysan-e-s, pêcheurs, enseignant-e-s. Le rôle des fêtes antinucléaires n'est d'ailleurs pas étranger à ces liens.

Mais ce qui lie les opposant-e-s c'est également la résistance même au pouvoir. Des manifestations réuniront plusieurs milliers de personnes. Des engins de chantiers seront incendiés. La maquette du chantier volée...

Quant aux transports de déchets ou de Plutonium, ils seront souvent l'objet de mobilisations massives.

Des grues de déchargement seront occupées.

En janvier 79, les affrontements seront importants lors de l'arrivée du Pacific Fisher et la répression sera féroce. En 81, c'est le gouvernement socialiste cette fois qui fait évacuer, lors du déchargement de déchets japonais par la Pacific Swan, les voix ferrées occupées par de nombreux-ses manifestant-e-s. Plus tôt il avait confirmé le projet de centrale de Flamanville. Mais les promesses n'engagent que ceux et celles qui les croient, et localement les élu-e-s socialistes qui pour certain-e-s avaient défilés contre le nucléaire en devenant les plus fervents promoteurs.

Par ailleurs sur l'usine de La Hague, la lutte sur les conditions de travail gagne également les travailleurs de la CFDT, ce qui débouchera notamment sur le film *condamné à réussir*.

Après 78, D. Anger sera l'un des promoteurs des courants d'écologie politique et sera de la création des Verts en 84. Aujourd'hui, il a pris ces distances avec ce mouvement et milite au CRI-LAN ■

L'Amour et le monstre -

Chaïm Nissim, Favre, 2004.

L'ouvrage de Nissim revient sur sa vie, son combat contre le nucléaire et la lutte clandestine qu'il a menée contre la construction du surgénérateur de Creys Malville. Notamment de son tir de roquette contre le chantier en construction en 1982.

Nissim raconte ses peurs, notamment celle de blesser quelqu'un-e, ses doutes, sa volonté de ne pas se compromettre avec le terrorisme. On ne peut que regretter le tour essentiellement existentiel de cet ouvrage, où tout ne serait réduit qu'aux sentiments, aux affects, à l'exaltation du moment et à la réalisation personnelle. On ne peut que regretter également la désinvolture avec laquelle il donne ses filières d'armes.

Nissim est aujourd'hui un des tenants de l'écologie politique suisse ■

La lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs en Anjou (1987-90) -

Collectif, mémoire anti-nucléaire.

A la fin des années 80, les nucléocrates et l'Etat prospectent pour trouver des sites d'enfouissement pour les déchets issus de l'industrie nucléaire et confiés à l'ANDRA..

En Anjou, une lutte populaire de 3 ans va mettre à mal le projet.

Cette brochure éditée par le CRAN regroupe plusieurs textes : une chronologie des événements par la coordination anti-déchets pour la sauvegarde de l'anjou, un récit partiel de la lutte tiré de Courant Alternatif, mensuel de l'Organisation Communiste Libertaire (OCL) ■

Golfech, Le nucléaire, implantation et résistances -

Collectif, CRAS, 1999.
Ce volumineux ouvrage édité par le Centre de recherche sur l'alternative sociale (CRAS) de Toulouse revient, d'un point de vue de groupes d'influence libertaire toulousains, sur la lutte qui eu lieu autour de la construction de la centrale de Golfech. On y apprend notamment comment le mouvement, comme sur des tas d'autres sites d'implantation, prend de l'ampleur au cours des années 70. En 80, la commission d'enquête donne un avis favorable au site. Le collectif décide alors d'occuper le site et d'y créer une maison « la Rotonde », un Groupement foncier Agricole pour s'opposer collectivement aux rachats de terre, une radio et un journal

clandestins.

C'est le temps de la répression : procès, filatures, écoutes. Un militant est même enlevé à Bordeaux. Divers sabotages ont lieu. La Rotonde est évacuée militairement.

Avec 81 et la « victoire socialiste », c'est la lente décreuse des luttes sociales. Et si la lutte antinucléaire résiste ici un peu plus longtemps, elle-même finit par être touchée. Par les trahisons des « politiques », les retombées financières promises, la répression et l'évolution peu favorable de la situation sociale générale. Après 83, le chantier avance malgré quelques sabotages et l'opposition publique disparaît.

La lutte contre golfech connaîtra alors encore des soubresauts en terme de mobilisation ou d'actions directes jusque dans les années 90, mais la centrale sera finalement construite ■

Aujourd'hui Malville, demain la France -

La pensée sauvage, 1978.

Cet ouvrage revient sur le rassemblement du 31 juillet 77 à Malville.

En 76, Jacques Chirac, alors premier ministre du gouvernement Giscard d'Estaing autorise la société Nersa à construire le nouveau surgénérateur nucléaire Superphénix à Creys-Malville, non loin de Chambéry. Le 31 juillet 77, des collectifs antinucléaires, des organisations politiques appellent à un rassemblement qui se veut à la fois pacifique mais qui vise également à « pénétrer sur le site, casser le plus de matériel possible, et ceci sans toucher à l'intégrité physique des personnes ». Si certain-e-s manifestant-e-s ont pu croire à ce mythe fondateur à l'origine du rassemblement, l'Etat, quant à lui beaucoup moins naïf, en avait décidé tout autrement. Le chantier ne serait pas pénétré, et s'il le fallait il s'attaquerait à l'intégrité physique des assaillant-e-s...

Durant les semaines qui précèdent le rassemblement, le préfet Jannin fait monter la tension, en parlant notamment des hordes d'allemands qui allaient défilier sur Malville.

Cette stratégie de la peur que l'on verra ressurgir dans les années 2000 lors des contre-sommet (anti-G8, etc.) ne vise qu'à préparer une répression d'ampleur.

Ce 31 juillet, à Faverges la progression des 60000 manifestant-e-s présent-e-s sur place est stoppée par un dispositif policier. Les gendarmes mobiles balan-

cent lacrymogènes, grenades offensives. La violence d'Etat surprend certain-e-s manifestant-e-s pacifiques et dépasse les plus offensifs munis de casques et de cocktails Molotov. D'autres tentent de défendre la manif, d'organiser les secours.

A Faverges, Vital Michalon, militant antinucléaire décède tué, les poumons éclatés par la déflagration d'une grenade offensive lancée par les gendarmes mobiles. Plusieurs dizaines de manifestant-e-s sont blessés dont 2 mutilés. Un gendarme mobile pers également une main en gardant trop longtemps sur lui une grenade offensive dégoupillée.

Plus tard, la police organise la chasse à l'homme. Certains CRS semblent avoir refusé cette pratique de la « violence gratuite » en levant leurs crosses en l'air en signe de protestation... tandis que d'autres l'ont exercé avec un zèle certain.

Ce livre revient sur les méfaits policiers et la violence d'Etat. Ecrit peu après les faits, il n'est pas exempt de naïvetés, mais soulève quelques lièvres autour des stratégies politiques déjà à l'œuvre au sein du mouvement. La manifestation de Malville est sans doute à la fois l'apogée du mouvement et sa liquidation, par les divisions qu'elle introduit à l'instigation du pouvoir et avec la complicité d'écologistes parfois sincères, souvent carriéristes, entre violents et non violents... Il a été souvent le moment où la peur provoquée par la répression a servi à l'auto-limitation d'une part du mouvement ■

Les mythes décisifs. Aux écoeurés de Malville -

Collectif, 1977,

Le texte diffusé fin 77, après la manifestation du 31 juillet et la répression qui s'en suivit, est l'un des seuls de l'époque à prendre la mesure de la transformation de l'écologisme en écologisme d'Etat. Et à souligner l'ensemble mythologique que soutendait l'appel au rassemblement. « Cependant dès cette première résolution [pénétrer sur le site, casser du matériel sans toucher à l'intégrité physique], apparaissait la contradiction suivante : comment casser du matériel sans toucher à l'intégrité physique de ses défenseurs ? Autant convier des gens à allumer un incendie avec des sceaux d'eau. »

Immédiatement les courant non-violents sentant que l'inanité d'une telle proposition risquait de conduire

de fait à une posture violente, tentèrent de reprendre la main, voir pour certain-e-s de dénoncer le rassemblement.

C'est des manipulations qui suivirent le rassemblement, de ce qu'elles soutendent idéologiquement que ce texte tentent de rendre compte ainsi que de l'écoeurement qui saisit alors de nombreux-ses participant-e-s ■

La bataille des rails -

Article paru dans la revue Blabla n° 9.

Cet article paru en mars 2009 dans blabla n°9, journal libertaire dijonnais, revient sur la bataille des rails qui eu lieu en Allemagne à la fin des années 90. Cette « bataille » avait donné lieu à une vague d'enquête antiterroristes, préfigurant ce qui allait être l'opération du 08 novembre 2008 contre ce que les policiers appelaient encore alors la cellule invisible.

Depuis des décennies le mouvement antinucléaire allemand rivalise d'imagination pour inventer des modes de résistance aux transports de déchets (CASTOR). Les manifestations massives se succèdent, ainsi que les blocages de train et les sabotages sous des formes diverses et variées mais qui mêlent une population entière et articulent différents modes de lutte.

Dans les années 90, certains nombres de sabotages avaient touchés les dits transports, notamment en s'attaquant aux caténaires électriques alimentant les trains. Et pour ce faire, des fers à bétons et d'autres crochets de types artisanaux furent utilisés par les saboteur-se-s.

Le 7 octobre 1996 des crochets métalliques furent fixés simultanément sur des caténaires dans 12 endroits en Allemagne, puis le 25 février 1997 sur encore 8 autres en Allemagne du nord. Un communiqué détaillé exigeant de la Deutsche Bahn l'abandon des transports nucléaires fut envoyé par « des groupes autonomes ». La direction centrale de la police judiciaire ouvrit une enquête anti-terroriste (pour association terroriste selon le paragraphe 129 a) et le 6 juillet 1999 plusieurs perquisitions eurent finalement lieu.. Comme en France autour de l'affaire dite de « Tarnac », l'Etat enquêtera, perquisitionnera et emprisonnera une personne considérée par les enquêteurs comme le leader des groupes autonomes.

En 2003, suite à d'importantes mobilisations et faute de preuves, l'enquête

est finalement close.

L'article de BlaBla revient sur cet épisode de la lutte antinucléaire en Allemagne ■

Memento Malville. Une histoire des années 70 -

Simple citoyens, 2005, Pièces et Main D'œuvres.

Memento Malville est un histoire de l'écologisme grenoblois et de son rapide ralliement dans l'après Malville à la réponse technologique à la technologie déchaînée : l'écologisme bureaucratique et technophile.

L'écologisme grenoblois, simple archétype local d'un processus qui n'a eu de cesse de se répéter sur de nombreuses luttes écologistes se construit lui sur l'effacement du 31 juillet 77 à Malville. « Quel mouvement, quelle manifestation de l'histoire récente, ont été plus niés et refoulés que le mouvement et la manifestation contre Superphénix ? »

Les « violents » dénoncés, lâchés et lynchés, jetés hors de la lutte, la route est grande ouverte pour une écologie technophile et accompagnatrice. Le mouvement s'engage dans la construction d'une maison autonome chargée de proposer une alternative crédible au « tout nucléaire ». Dès lors tout s'organise dans la « co-existence » pacifique et cogestionnaire et la maison est même financée par le PS.

En 90, l'écolo local Avriller ne parle plus que de suréquipement nucléaire... Les anciens écologistes de terrain deviennent en quelques années les nouveaux promoteurs du Grenoble « fer de lance du progrès » comme pour Minatec, le nouveau pôle des nanotechnologies.

Cette évolution grenobloise décrite dans ce memento n'est pas sans nous rappeler celle des élu-e-s Europe Ecologie en Basse-Normandie. A la différence qu'aujourd'hui ceux et celles qui jadis animaient la lutte antinucléaire ont souvent laissé place ici à une nouvelle génération pour qui le nucléaire a toujours été là, génération bien plus prompt à se rallier à la gestion de l'existant, bien moins en prise avec ce que furent les luttes d'hier, et pour cause, bien souvent il-elle-s en ignorent toutes les arcanes ■



ARRETONS L'INDUSTRIE NUCLEAIRE AVANT QUELLE NE NOUS DETRUISE...

L'INDUSTRIE NUCLEAIRE TOUT AUTANT QU'ELLE PROPAGE LA MORT a le don de nous faire oublier que derrière elle il y a des hommes et des femmes en chair et en os et des choix.

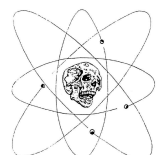
L'industrie nucléaire c'est notamment :

- Des exploitants **EDF, ANDRA** et **AREVA** qui exploitent centrales, centre de retraitement, mines d'uranium ou centre d'enfouissement.
- Des constructeurs comme **BOUYGUES**, ou **VINCI**.
- Des actionnaires ou des soutiens financiers comme **TOTAL** ou **BNP-PARIS-BAS**.
- Des agences d'intérim qui recrutent des intérimaires envoyés sur les zones et les travaux les plus « sensibles », comme **RANDSTADT, ADECCO, CRIT-INTERIM, SYNERGIE**.
- Des formations d'ingénieurs ou de travailleurs comme **APAVE, P'ENSI, INSTN-CEA, l'Université de Caen**, etc.
- La construction de sous marins atomiques ou d'armement comme à la **DNCS**.
- Des promoteurs de l'énergie nucléaire comme le nouveau pôle de compétitivité nucléaire bas-normand **NUCLEOPOLIS**.
- Des partis politiques qui soutiennent le programme nucléaire comme l'**UMP**, le **FN**, le **PS**, le **PC**, etc
- L'Etat et les collectivités locales comme les **conseils régionaux, municipaux ou généraux** qui participent activement au développement du nucléaire.
- La **police** et l'**armée** qui aident à museler l'opposition au nucléaire.
- Des entreprises sous traitantes de maintenance comme **SPIE-NUCLEAIRE, ENDEL, DERICHEBOURG**, etc.
- Des pseudo contrôleurs du nucléaire comme l'**ASN**.
- De la recherche nucléaire comme pour **ITER, CYCERON, le CERN** ou le **GANIL**.



Face au nucléaire et au monde dans lequel il ne cesse de proliférer, nous n'avons d'autres alternatives que de nous mobiliser. Parce que face au désastre, il ne suffit pas de s'indigner. Les « révoltes arabes » comme les récents mouvements contre les mesures d'austérité en Europe nous ont montré qu'il existe un au-delà de la résignation et que le goût de la liberté reste bien vivant.

Nous auto-organiser dans des assemblées, mettre en place des actions qui permettent de montrer que derrière la machine nucléaire, il y a des hommes et des choix, contrecarrer les gestionnaires du désastre, voilà ce que nous entendons faire et ce que nous appelons à faire partout ■



SOMMAIRE

Edito—Pas de Sushi, l'Etat geiger —p.2
Arrêt immédiat du nucléaire—OCL, OLS. -p.2

Sur Fukushima :

- Fukushima : le retour d'expérience c'est nous p.3
- La France n'est pas inquiète p.6
- Fukushima, Sous l'épaisseur du silence p.8

Sur Tchernobyl :

- Sur la catastrophe de Tchernobyl p.12

Réflexions éparses :

- Réflexions éparses et inachevées sur le nucléaire et son monde p.14

Le meilleur des mondes nucléaire :

- Le meilleurs des mondes nucléaire p.15

THT, EPR, Transports :

- Contre le nucléaire... de Fukushima aux lignes THT p.18
- La chasse aux boulons p.20
- Chantier EPR de Flamanville, un point sur la situation p.21
- Blocage de trains nucléaire de novembre : de la désobéissance à l'idéologie de la désobéissance p.23
- Contre le train train nucléaire p.28

Appel :

- Appel au camps de Valognes p.30

Actions directes antinucléaires :

- Actions directes contre le nucléaire et son monde p.32
- La dictature c'est ferme ta gueule, leur démocratie c'est cause toujours ! p.33
- All nucleocrats are bastards p.34
- Contre le nucléaire et son monde, intrusion chez des pourris de haut vol p.35

Les luttes antinucléaires :

- Retour sur les luttes antinucléaires p.36

Arrêtons l'industrie nucléaire avant qu'elle ne nous détruise p.39